



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 16 JUIN 1917.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 16TH JUNE, 1917.

Nominations

PROVINCE DE QUÉBEC

Bureau du greffier de la Couronne en Chancellerie.

Québec, 9 juin 1917.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur d'appeler M. Philippe-J. Paradis, négociant, de Québec, au Conseil législatif de la province de Québec, pour y représenter la division La Salle, au lieu et place de M. C.-E. Dubord, décédé.

Le greffier de la couronne en chancellerie,
2853 L.-P. GEOFFRION.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, en date du 18 avril 1917, de nommer Monsieur Sidney-Francis-St-Germain Steadam, 4 rue Old Burlington, Londres W., dans le royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, avocat, commissaire pour recevoir les affidavits qui doivent servir dans les cours de la province ou qui sont nécessaires à un acte ou document qui doit être mis à exécution ou avoir des effets civils dans la province, sous l'autorité de l'article 27 du code de procédure civile de la province de Québec.

2909

Appointments

PROVINCE OF QUEBEC.

Office of the Clerk of the Crown in Chancery.

Quebec, 9th June, 1917.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased to call Mr. Philippe-J. Paradis, of Quebec, trader, to the Legislative Council of the province of Quebec, to represent the division of La Salle, in the place and stead of Mr. C.-E. Dubord, deceased.

L.-P. GEOFFRION,
2854 Clerk of the Crown in Chancery.

His Honour the Lieutenant-Governor, has been pleased, by order in council, dated the 18th day of April, 1917, to appoint Mr. Sidney-Francis-St-Germain Steadam, of 4 Old Burlington street, London W., in the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Solicitor, commissioner to receive affidavits for use in any court of the province, or necessary for any deed or document to be carried into execution or to have its civil effect in the province, under the authority of article 27 of the code of civil procedure of the province of Quebec.

2910

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, 30 mai 1917.

Joseph Ouellet, marchand, de Papineauville, percepteur du revenu pour le district d'Ottawa-Est. 2923

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz:

Quebec, 30th May, 1917.

Joseph Ouellet, merchant, of Papineauville, to be collector of revenue for the district of Ottawa-East. 2924

6 juin 1917.

Le capitaine Joseph-Louis-Rodolphe Giroux, officier recruteur à Montréal, juge de paix en vertu des dispositions de l'article 3361 S.R.Q., 1909, pour l'espace de six mois, avec juridiction sur toute la province, aux fins d'assermenter les recrues qui s'enrôlent dans la force expéditionnaire canadienne et dans la milice active. 2925

Quebec, 6th June, 1917.

Captain Joseph-Louis-Rodolphe Giroux, recruiting officer of Montreal, to be a justice of the peace under the provisions of article 3361 Q.R.S. 1909, for a period of six months, with jurisdiction over the whole province to administer the oath to recruits enlisting in the Canadian Expeditionary Force and in the Active Militia. 2926

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,

Assistant-Procurer-Général.

ATTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Rimouski, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse du Saint-Cœur-Très-Pur-de-Marie, dans le comté de Gaspé, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir:

La paroisse de Saint-Cœur-Très-Pur-de-Marie, dans le comté de Gaspé, est un démembrement de la paroisse de Sainte-Adélaïde-de-Pabos, et son territoire comprend:

1. Le Banc du Grand Pabos avec ses subdivisions et l'îlot en face dudit Banc;
2. Les îles à l'entrée de la rivière ouest du Grand Pabos, celles à l'entrée de la rivière du Nord du Grand Pabos et les îles de la Baie du Grand Pabos;
3. Les lots numéros de soixante-neuf (69) à cent quatre (104) inclusivement du premier rang de la seigneurie de Pabos;
4. Les lots numéros de trente-neuf (39) à quarante-neuf (49) du deuxième rang et ceux de quarante (40) à quarante-huit (48); tous inclusivement, du troisième rang de ladite seigneurie;

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,
Assistant-Attorney-General.

WHEREAS the secretary to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Rimouski, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint-Cœur-Très-Pur-de-Marie, in the county of Gaspé, in the said Roman Catholic Diocese of Rimouski, to be as follows, that is to say:

The parish of Saint-Cœur-Très-Pur-de-Marie, in the county of Gaspé, is a dismemberment of the parish of Sainte-Adélaïde-de-Pabos, and its territory is made up:

1. Of the Banc du Grand Pabos with its subdivisions and the small island opposite said Banc.
2. Of the islands at the mouth of the river west of Grand Pabos; those at the mouth of the river north of Grand Pabos and the islands in the Bay of Grand Pabos.
3. Of the lots numbers from and including number sixty nine (69) to one hundred and four (104), inclusively of the first range of the Seigniorie of Pabos;
4. Of the lots numbers from and including number thirty nine (39) to forty nine (49) inclusively of the second range and those from forty (40) to forty eight (48) also inclusively, of the third range of said Seigniorie.

5. Les lots numéros de un (1) à douze (12) du rang ouest et ceux de un (1) à quinze (15), tous inclusivement, du rang est du Grand Pabos;

6. Les lots numéros de quarante (40) à quarante-huit (48) inclusivement du quatrième rang, et cette partie du lot cadastral numéro cent cinq (105), de la municipalité de Pabos, qui est limitée au sud par le lot numéro quinze (15) du rang est du Grand Pabos et le lot numéro douze (12) du rang ouest, à l'est par le lot numéro quarante-huit (48) du quatrième rang, à l'ouest par le canton Newport et au nord par le prolongement de l'arrière-ligne du quatrième rang.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse du Saint-Cœur-Très-Pur-de-Marie, ci-dessus décrites;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse du Saint-Cœur-Très-Pur-de-Marie décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de la dite province.

Donné en Notre Hôtel du Gouvernement, à QUÉBEC, ce SEPTIÈME jour du mois de JUIN, l'an de grâce mil neuf cent dix-sept et de Notre règne le huitième.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,

2871 C. J. SIMARD.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, Assistant-Procureur-Général. } ATTENDU qu'en vertu des dispositions du code municipal de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires des biens-

5. Of the lots numbers from and including number one (1) to twelve (12) of the west range and those from one (1) to fifteen (15), all inclusively of the east range of Grand Pabos.

6. The lots numbers from and including number forty (40) to forty eight (48) inclusively, of the fourth range of that part of cadastral lot number one hundred and five (105), of the municipality of Pabos, which is bounded on the south by lot number fifteen (15) of the east range of Grand Pabos, and the lot number twelve (12) of the west range, on the east by the lot number forty eight (48) of the fourth range, on the west by Newport township and on the north by the prolongation of the rear line of the fourth range.

NOW KNOW YE, that we have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint-Cœur-Très-Pur-de-Marie, aforesaid;

And we have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint-Cœur-Très-Pur-de-Marie, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this SEVENTH day of the month of JUNE, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventeen, and in the eighth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

2872

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, Assistant-Attorney-General. } WHEREAS in and by virtue of the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the division of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority

fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans un certain territoire ci-après décrit et situé dans la municipalité du canton Hereford, Nous a été présentée, demandant de détacher ce territoire de la municipalité du canton Hereford et de l'ériger en municipalité séparée sous le nom de "La municipalité de la paroisse de Saint-Venant-de-Hereford";

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient une population de trois cents âmes et qu'après son érection en municipalité séparée, il restera dans la municipalité d'où ce territoire a été détaché, une population de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que la description technique de ce territoire fait selon les exigences de la loi, et figurant le territoire dont on demande l'érection en municipalité séparée et distincte de la municipalité du canton Hereford, a été approuvée par Notre Ministre des Terres et Forêts;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection de "la municipalité de Saint-Venant-de-Hereford" en municipalité distincte et séparée de la municipalité du canton Hereford.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir:

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire à être érigé en une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité de la paroisse de Saint-Venant-de-Hereford, dans le comté de Compton, est détachée de la municipalité de Hereford, et ses bornes—en référence au plan du cadastre officiel du canton Hereford—sont les suivantes, à savoir:

Au nord, les cantons Auckland et Clifton et la limite nord du lot numéro neuf-A du huitième rang;

A l'est, l'état du New-Hampshire, dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord;

A l'ouest, la ligne ouest de chacun des lots Nos un-A, un-B du sixième rang, du lot No trois-C du septième rang, du lot No neuf-A du huitième rang, du lot No huit-B du neuvième rang, du lot No quatorze du dixième rang et du lot No quatorze-B du onzième rang;

Au sud, la limite sud de chacun des sixième, septième, huitième et dixième rangs.

Le territoire, tel que ci-dessus délimité et borné, renferme une superficie de quatorze mille cent vingt-huit (14,128) acres, plus ou moins, sera détaché de la municipalité du canton Hereford et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de "la municipalité de la paroisse de Saint-Venant-de-Hereford, à partir de ce jour.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos fâux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division, or the annexation to a municipality, is applied for, and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law;

WHEREAS, a petition signed by the majority of the proprietors of immoveable property comprised within that certain territory hereinafter described and situated in the municipality of the township of Hereford, has been presented to Us, making application to detach this territory from the municipality of township of Hereford and erect it into a distinct municipality under the name of "The municipality of the parish of Saint-Venant-de-Hereford";

WHEREAS it hath been shewn to Us that this territory contains a population of three hundred souls and that after its erection into a distinct municipality there shall still remain in the municipality from which this territory has been detached, a population of three hundred souls;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the technical description of this territory made according to the requirements of law, and showing the territory sought to be erected into a distinct and separate municipality from the municipality of the township of Hereford, has been approved by Our Minister of Lands and Forests;

WHEREAS all the other requirements of law have been fulfilled and that in consequence We have deemed fit to comply with the petition presented to Us for the erection of "the municipality of Saint-Venant-de-Hereford", into a distinct and separate municipality from the municipality of the township of Hereford;

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz:

All that territory bounded as follows:

The territory to be erected into a separate municipality under the name of "Municipality of the parish of Saint-Venant-de-Hereford" in the county of Compton, is detached from the municipality of Hereford, and its boundaries—with reference to the official cadastre of the township of Hereford—are the following, viz:

To the north, the townships of Auckland and Clifton and the north limit of lot number nine A of the eight range;

To the east the state of New Hampshire, in the United States of America;

To the west, the west line of both the lots Nos. one A, one B, of the sixth range, of the lot No. three C of the seventh range, of the lot nine A, of the eighth range, of the lot No eight B of the ninth range of the lot fourteen of the tenth range and of the lot No. fourteen B of the eleventh range;

To the south, the south boundary of each of the sixth, seventh, eighth and tenth ranges;

The said territory, as hereabove limited and bounded contains fourteen thousand one hundred and twenty eight (14128) acres in superficies, more or less, shall be detached from the municipality of the township of Hereford and shall henceforth form a separate municipality under the name of municipality of the parish of Saint-Venant-de-Hereford.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. Témoin: Notre très fidèle et bien aimé l'honorable Sir PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre Hôtel du Gouvernement, à QUEBEC, ce ONZIEME jour du mois de JUIN, l'an de grâce mil neuf cent dix-sept et de Notre règne le huitième.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

2907

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this ELEVENTH day of the month of JUNE, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventeen, and in the eighth year of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

2908

Lettres patentes

"Quebec Forest Product Company".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huitième jour de juin 1917, constituant en corporation MM. F. C. Charlot, marchand de bois, Cambridge, état de New-York, E.U.A., J.-P. Galibois, teneur de livres; J.-G. McLaughlin, agent d'immeubles; A.-G. Nosworthy, architecte et Ant. Paradis, commis, de Québec, pour les fins suivantes:

Manufacturer la pulpe et le papier et faire le commerce de pulpe et de papier; de manufacturer, vendre et faire le commerce de bois et de bois de pulpe; de construire et exploiter des moulins et faire le commerce comme marchands de bois, de bois de pulpe, de papier et de tous articles provenant de ces différentes productions et de tous articles y relatifs; d'acquérir et posséder, vendre, échanger et louer des pouvoirs d'eau et des droits dans des pouvoirs d'eau, des immeubles et des droits dans des immeubles, des limites à bois et des droits dans des limites à bois, des glissoires par eau ou autrement et des droits dans des glissoires; et en général tout ce qui se rapporte à la fabrication et au commerce de bois, de pulpe et de papier; et construire des tramways, quais, docks et des bateaux à vapeur ou autres; d'acquérir, acheter, vendre et importer et exporter des marchandises, fournitures et approvisionnements; de bâtir, vendre ou louer des maisons pour ses employés et autres; de posséder et exploiter des carrières de pierre à construction et à chaux; d'emprunter de l'argent et le garantir sur des débetures portant hypothèque ou autrement; de devenir actionnaire dans toutes compagnies dont l'objet est d'intérêt public, et d'acheter les droits, propriétés et privilèges de toutes telles compagnies; et de faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie;

Détenir, souscrire et payer des actions, devenir actionnaire, détenir ou acheter des débetures d'une ou de plusieurs compagnies constituées en corporation;

Vendre, céder et aliéner, avec le consentement des deux tiers en valeur de tout le capital payé de la compagnie, ses franchises et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs conférés à ou possédés par la compagnie, ainsi que ses entreprises ou toutes parties d'icelles, à toutes compagnie ou compagnies constituées en

Letters patent

"Quebec Forest Product Company".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eight day of June, 1917, incorporating M.M. F.-C. Charlot, lumber agent, Cambridge, New-York State, U.S.A.; J.-P. Galibois, book-keeper; J.-G. McLaughlin, real estate agent; A. G. Nosworthy, architect and Ant. Paradis, office clerk, of Quebec, for the following purposes:

To manufacture pulp and paper, to trade in pulp and paper; to manufacture, sell and trade in lumber and pulp wood; to erect and run mills and do business as dealers in lumber, pulp and paper, in all articles made from these several products and of all articles relating thereto; to buy and own, sell, exchange and lease water powers and rights in water powers, real properties and rights in real properties, timber limits and rights in timber limits, slides, sluices by water or otherwise and rights in sluices, slides and generally all that relates to preparing and selling wood, pulp and paper; to build tramways, wharves, docks and steamboats or others; to acquire, buy, sell and import or export merchandise, furnishings and provisions; to build, sell or lease houses for its employees and others; to own and work quarries of lime or building stones; to borrow money and guarantee on debentures bearing hypothec or otherwise; to become shareholders in any company whose objects are of public interest, and to purchase the rights, properties and privileges of any such companies, and to do anything that concern the objects of the company;

To hold, subscribe and pay for stock, become a shareholder, hold or purchase debentures of one or more incorporated companies;

To sell, assign and alienate, with the consent of the two thirds in value of the total paid up capital of the company, its franchises and part of the whole of the rights, privileges and powers conferred on or owned by the company, as also its undertakings or any part thereof to any incorporated company or companies, for such

corporation, pour tels prix et considération et aux termes et conditions qu'elle pourra juger convenables, et particulièrement pour les actions (soit privilégiées ou ordinaires), les bons, obligations ou autres valeurs de telles compagnies;

Nommer un procureur ou un représentant pour assister et voter pour et au nom de la compagnie aux assemblées de ces compagnies dont elle peut détenir ou acquérir les actions, bons ou autres valeurs, pourvu que tel procureur ou représentant soit lui-même un actionnaire de ces compagnies;

Exercer le commerce d'immeubles, sous toutes ses formes;

Etre agents d'aucune corporation ou personne, assumer et se charger d'entreprises d'aucune nature permises par la loi;

Consentir des prêts ou faire des emprunts et assumer des obligations, avec ou sans garanties hypothécaires ou privilégiées;

Acheter, vendre ou détenir des obligations ou d'autres valeurs en paiement total ou partiel de services rendus à la corporation dans son organisation ou autrement, et aussi en paiement total ou partiel de propriété foncière ou d'aucuns droits, privilèges, licences ou concessions que la compagnie pourra légalement acquérir;

Accomplir tous les actes, exercer tous les pouvoirs se rattachant à la réalisation des choses que la présente compagnie est autorisée à faire, sous le nom de "Quebec Forest Product Company", avec un fonds social de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de juin 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2869—24-2 C.-J. SIMARD.

"Merchants, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huitième jour de juin 1917, constituant en corporation M.M. Jean Charbonneau, avocat; Philippe Morel, agent; Joseph Siméon Pilon, et Joseph Royer, sténographes; Vincent Dupuis, commis de malle, de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter ou autrement acquérir et négocier des biens réels ou personnels de toutes espèces, et spécialement des terrains, bâtiments, héritages, affaires et entreprises mercantiles, hypothèques, obligations, rentes annuelles, patentes, licences, parts, actions, débetures, valeurs, polices, créances et réclamations, ainsi que d'aucun intérêt sur propriété foncière ou personnelle, exploiter aucune affaire ou entreprise commerciale ainsi acquise, établir et exercer aucun commerce (excepté le commerce d'émission de polices d'assurance-vie ou d'assurance-feu) propre à accroître la valeur d'aucuns biens ou droits de la compagnie ou à en faciliter la disposition;

Avancer ou prêter des deniers, valeurs ou créances de toutes catégories, aux conditions convenues;

Transiger et exercer toutes affaires d'agence, et spécialement garantir les rentes et dettes, négocier les prêts, rechercher les placements, émettre et faire souscrire des parts, du capital ou des valeurs;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir des parts, actions, débetures ou valeurs

price and consideration and on the terms and conditions it may deem advisable and specially for the stock (either preferred or common), bonds, debentures or other securities of such companies;

To appoint an attorney or representatives to assist and vote for and in the name of the company at the meetings of such companies of which it may hold and acquire the stock, bonds or other securities, provided that such attorney or representative be himself a shareholder in such companies;

To carry on a real estate business in all its branches;

To act as agents for any corporation or person, and to let and undertake contracts of any nature permitted by law;

To grant or contract loans and obligations with or without privileged or hypothecary securities;

To buy, sell or hold bonds or other securities in full or in part payment of services rendered to the company by way of promotion or otherwise, and also in full or in part payment of immoveable property or of any rights, privileges, licenses or concessions which the company may legally require;

To do all acts, exercise all powers incidental to the attainment of the company's objects or necessary to the fulfilment of any of the things which the company is authorized to do, under the name of "Quebec Forest Product Company", with a capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eight day of June, 1917.

C.-J. SIMARD,
2870—24-2 Assistant Provincial Secretary.

"Merchants, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the eight day of June, 1917, incorporating M.M. Jean Charbonneau, advocate, Philippe Morel, agent, Joseph Siméon Pilon and Joseph Royer, stenographers; Vincent Dupuis, mail clerk, of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and deal in real or personal property of all kinds, and in particular lands, buildings, hereditaments, business concerns and undertakings, mortgages, charges, annuities, patents, licenses, shares, stocks, debentures, securities, policies, book debts, claims, and any interest in real or personal property, and any claims against such property or against any person or company, and to carry on any business concern or undertaking so acquired, and to establish and carry on any business (except as to the issuing of policies of assurance on human life or against fire), which may seem calculated to enhance the value of any of the property or rights of the company, or to facilitate the disposition thereof;

To advance or lend money, securities or assets of all kinds upon such terms as may be arranged;

To transact and carry on all kinds of agency business, and in particular to guarantee rents and debts, and negotiate loans, to find investments, and to issue and place shares, stock or securities;

To subscribe, purchase or otherwise acquire and hold shares, stock, debentures or securities of

d'aucune corporation ou d'aucune autorité gouvernementale, municipale, locale ou autre;

Faire l'apurement des comptes et l'expertise de la situation matérielle et financière d'aucun commerce, réorganiser les entreprises mercantiles par examen de leurs comptes ainsi que de leur état matériel et financier et faire rapport aux intéressés, systématiser, diriger ou donner des instructions sur l'ordonnance et la gestion de ce commerce, et faire toutes les autres transactions qui sont de la compétence d'une compagnie d'audit;

S'enquérir, examiner et faire rapport sur la légalité d'aucun titre ou sur l'émission et la valeur des actions, obligations ou débetures d'aucune corporation autorisée par la loi à faire une émission d'actions, d'obligations ou de débetures;

Etablir, tenir et administrer un bureau général de perception pour collecter les comptes, les billets, les dettes, rentes, redevances, obligations et créances de toute nature, description ou forme quelconque, moyennant des honoraires, allocations ou un pourcentage;

Acheter ou autrement acquérir des comptes, dettes de livres, billets, jugements, obligations ou d'autres créances en souffrance ou litigieuses, négocier aucun règlement et en percevoir le paiement à toutes les lois provinciales y relatives;

Agir comme liquidateur et curateur aux biens des faillies;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir et aliéner toutes propriétés foncières ou personnelles, nécessaires ou propres à l'avancement dudit commerce ou d'aucune partie d'icelui;

Etre agents pour enrégistrer, émettre et contre-signer des transferts et certificats d'actions, d'obligations, de débetures ou d'autres titres d'aucune association, corporation municipale ou autre, et garantir le paiement des actions-obligations, débetures, bons, obligations, billets, comptes ou d'autres valeurs ainsi que de l'intérêt sur icelle;

Acheter, vendre, importer, exporter ou manifester aucune marchandise quelconque et faire affaires comme principal agent, courtier, marchand à commission ou agent financier;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Payer avec les deniers de la corporation ou en parts d'icelle, ou en numéraire et en parts, toutes les dépenses se rattachant à la formation, à l'organisation, à l'annonce et à l'obtention de la charte de la compagnie, et rémunérer aucune personne ou corporation pour services rendus à la compagnie en plaçant, en aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription d'aucun nombre d'actions du capital corporatif, ou d'aucunes obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Vendre, céder ou autrement disposer de la propriété et de l'entreprise de la corporation, ou d'aucune partie d'icelle, en considération de ce que la compagnie jugera avantageux, et particulièrement pour des parts, débetures, obligations ou valeurs d'aucune autre corporation;

Faire tous actes et exercer tous pouvoirs se rattachant ou tendant à la réalisation des objets précités, d'aucun ou de plusieurs d'iceux;

Faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents ou procureurs;

Les pouvoirs mentionnés dans chaque paragraphe ne seront aucunement limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou inférence d'iceux; sous le nom de "Merchants, Limited", avec un fonds social de vingt

any company or of any authority, government, municipal, local or otherwise;

To examine into the accounts and physical and financial condition of any business, reorganize business ventures by making examinations into their accounts and physical and financial condition and reporting the same to those interested therein, and to systematize and direct or give directions for the systematizing and management of such business, and to do all such other business as is usually done by an auditing company;

To investigate, examine and report on the legality of any title or the issue and value of the stocks, bonds or debentures of any corporation authorized by law to make an issue of stock, bonds or debentures;

To establish, maintain and operate a general collecting office for the collection of accounts, notes, debts, rents, dues, obligations and claims of all kinds and of any description or form whatsoever, for fees, allowances, or percentage thereon;

To purchase or otherwise acquire all unpaid or disputed accounts, book debts, notes, judgments, obligations or other claims, to negotiate any settlement and to perceive the payment thereof according to all provincial laws respecting the same;

To act as liquidator and curator to insolvent estates;

To purchase, lease or otherwise acquire and to hold and dispose of all properties real or personal, necessary or proper for the promotion of said business or any part thereof;

To act as agents for the purpose of registering, issuing and counter signing the transfers and certificates of stocks, bonds, debentures or other obligations of any association, corporation, municipal, or otherwise, and to guarantee the payment of any debenture stock, debentures, bonds, obligations, notes, accounts or other securities and of the interest thereon;

To purchase, sell, import, export or manufacture any merchandise whatsoever and to carry on business as principal, agent, broker, commission merchant, financial agent;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To pay out of the funds of the company or by shares in the company, or by both cash and shares all expenses of or incidental to the formation, floatation, advertising and procuring the charter of the company, and to remunerate any person or company for services rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any bonds, debentures or other securities of the company;

To sell, assign or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To do all acts and exercise all powers as are incidental to or conducive to the attainment of the above objects or any one or more of them;

To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Merchants, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00),

mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de juin 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2895—24-2 C.-J. SIMARD.

divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eight day of June, 1917.

C.-J. SIMARD,
2896—24-2 Assistant Provincial Secretary.

"The Universal Reinforced Tire Company".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2 juin 1917, constituant en corporation M.M. Victor Lévesque, pharmacien; Adolphe L'Archevêque, mécanicien-dentiste; J.-Octave Richard, agent; Charles Gravel, rentier; Adélard Béique, ingénieur; P.-E. Lalanne, médecin, de Montréal, et Alfred Richard, courtier d'assurance, de Montréal-Est, dans les buts suivants:

Manufacturer, installer, réparer, vendre ou louer ou donner à bail et faire le commerce de différents appareils pour automobile et spécialement le commerce de pneus (tires);

Acquérir à aucun terme qui puisse être consenti, l'outillage, matériel, brevets d'invention canadiens ou étrangers, présents ou futurs, droits et intérêts de toute personne, société ou corporation ayant les mêmes objets que ceux de la compagnie demandant par le présent l'incorporation et se rendre responsable de toute obligation y ayant rapport;

Souscrire, prendre, posséder ou acheter les actions et autres garanties de toute compagnie ayant les mêmes objets;

Louer, vendre l'actif de la compagnie ou aucune partie d'icelui pour telle considération que la Cie jugera à propos, y compris les actions et autres garanties de toute Cie les achetant;

Emprunter des deniers pour les affaires de la Cie et contracter des obligations financières et commerciales à cet effet;

Emettre des bons et autres valeurs et en disposer pour les prix et sommes jugés convenables, sous le nom de "The Universal Reinforced Tire Company", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de juin 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2743—23-2 C.-J. SIMARD.

"The Universal Reinforced Tire Company".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd of June, 1917, incorporating Victor Lévesque, druggist; Adolphe L'Archevêque, dental-machinist; J.-Octave Richard, agent; Charles Gravel, annuitant; Adélard Béique, engineer; P.-E. Lalanne, physician, of Montreal, and Alfred Richard, insurance broker, of Montreal-East, for the following purposes:

To manufacture, instal, repair, sell or rent, give on lease and deal in divers automobile apparatuses, and especially trade in tires;

To acquire on any terms which may be agreed upon, the equipment, plant, Canadian and foreign patents, present or future, the rights and interests of any person, firm or corporation having the same objects as those of the company hereby incorporated, and to assume any liability incidental thereto;

To subscribe for, take, own or buy the shares and other securities of any company having the same objects;

To lease, sell the assets of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit including the shares and securities of the purchasing company;

To borrow moneys for the business of the company and to incur financial and commercial obligations on that behalf;

To issue bonds and other securities and to dispose of same for such price and amount deemed proper, under the name of "The Universal Reinforced Tire Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of June, 1917.

C.-J. SIMARD,
2744—23-2 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"The Art Cloak and Suit Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du huitième jour de juin 1917, à la compagnie "The Art Skirt and Cloak Company, Limited", par lesquelles son nom est changé par celui de "The Art Cloak and Suit Company, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de juin 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2919—24-2 C.-J. SIMARD.

"The Art Cloak and Suit Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eight day of June, 1917, changing the name of the company "The Art Skirt and Cloak Company, Limited" to that of "The Art Cloak and Suit Company, Limited".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eight day of June, 1917.

C.-J. SIMARD,
2920—24-2 Assistant Provincial Secretary.

"Scottish Canadian Magnesite Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 juin 1917, à la compagnie "Scottish Canadian Magnesite Company, Limited", par lesquelles son fonds social est augmentée de la somme de quarante mille piastres (\$40,000.00), à celle de quatre cent cinquante mille piastres (\$450,000.00) en actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de juin 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2829—23-2 C.-J. SIMARD.

"Scottish Canadian Magnesite Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th June, 1917, increasing the capital stock of the Scottish Canadian Magnesite Company, Limited, from the sum of forty thousand dollars (\$40,000.00) to that of four hundred and fifty thousand dollars (\$450,000.00), the new stock to be divided into shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of June, 1917.

C.-J. SIMARD,
2830—23-2 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

1408-14

Québec, 8 juin 1917.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 6 juin 1917, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle, dans le comté de Saint-Jean, tout le territoire compris dans les limites de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, telle qu'érigée civilement le 23 avril 1913, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Lacolle.

2857

472-17

Québec, 8 juin 1917.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 6 juin 1917, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Cœur-de-Marie, dans le comté du Lac Saint-Jean, les lots Nos 1 à 49, inclusivement, des rangs VI et VII du canton Delisle, avec tout le canton Garnier, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Garnier.

2859

296-16

Québec, 8 juin 1917.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 6 juin 1917, de diviser en deux municipalités scolaires distinctes, la municipalité scolaire actuelle de Saint-Pie-de-Guire, dans le comté d'Yamaska, l'une qui sera connue sous le nom de municipalité scolaire du village de Saint-Pie-de-Guire et qui se composera du territoire compris entre les Nos 70 et 89 et des Nos 90 à 97, 159 à 170, 487 à 513, 359 à 486, tous ces numéros inclusivement étant ceux du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire; et l'autre qui sera connue sous le nom de municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, se composera de tout le territoire compris dans le reste de la municipalité scolaire actuelle de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire.

2861

812-16

Québec, 11 juin 1917.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 6 juin 1917, de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Anne-du-Sault, comté d'Arthabaska, le territoire suivant, savoir:

Department of Public Instruction

1408-14

Quebec, 8th June, 1917.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council, dated the 6th June, 1917, to detach from the school municipality of the parish of Saint-Bernard-de-Lacolle, in the county of Saint John, all the territory comprised within the limits of the parish of Notre-Dame-du-Mont-Carmel, as erected civilly on the 23rd April, 1913, and to erect all the said territory into a distinct school municipality under the name of Lacolle.

2858

472-17

Quebec, 8th June, 1917.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council dated the 6th June, 1917, to detach from the school municipality of Saint-Cœur-de-Marie, in the county of Lake Saint John, the lots Nos. 1 to 49, inclusively, of ranges VI and VII of Delisle township, together with the whole of Garnier township, and to erect all the above territory into a separate school municipality, under the name of "Garnier".

2860

296-16

Quebec, 8th June, 1917.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council dated the 6th June, 1917, to divide the present school municipality of the parish of Saint-Pie-de-Guire, in the county of Yamaska, into two separate school municipalities, the one to be known under the name of "school municipality of the village of Saint-Pie-de-Guire", shall be made up of the territory included between the lots Nos. 70 and 89, and the Nos. 90 to 97, and the Nos. 159 to 170, and of the lots Nos. 487 to 513, and of the Nos. 359 to 486, all those numbers being included and being those on the official cadastre of the parish of Saint-Pie-de-Guire; and the other to be known under the name of "school municipality of the parish of Saint-Pie-de-Guire" shall be made up of all the residue of the present school municipality of the parish of Saint-Pie-de-Guire.

2862

812-16

Quebec, 11th June, 1917.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council dated the 6th June, 1917, to detach from the school municipality of Sainte-Anne-du-Sault, in the county of Arthabaska, the following territory, namely:

1. Du lot No 28 du 3ème rang du canton Bulstrode, correspondant au lot No 141 du cadastre officiel de ce canton, ainsi que la moitié ouest du lot No 3 et des lots Nos 4, 5 et 6 de chacun des 1er et 2ème rang de l'augmentation du canton de Bulstrode, correspondant collectivement aux Nos 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et à la moitié ouest des lots Nos 15 et 16 du cadastre officiel de la susdite augmentation, tous détachés de la paroisse de Sainte-Anne, dans le comté d'Arthabaska;

2. De la municipalité scolaire de Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet, les lots Nos 1 à 6, inclusivement, du 3ème rang de l'augmentation du canton de Bulstrode, correspondant collectivement aux Nos 21 et 32, inclusivement, du cadastre officiel de ladite augmentation; les lots Nos 4 et 5 du 11ème rang du canton Aston, correspondant chacun à chacun aux Nos 258 et 259 du cadastre officiel de ce canton et des lots Nos 6 à 13, inclusivement, du même rang, correspondant collectivement aux Nos 1 à 11, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Eulalie;

3. De la municipalité scolaire de Saint-Wenceslas, comté de Nicolet, les lots Nos 2 à 7, inclusivement, du 9ème rang du canton Aston, correspondant collectivement aux Nos 210, 209, 208, 207, 206, 205, 204, 203, 202, 201, 200, 199 du cadastre officiel de ce canton, et les lots Nos 1 à 11, inclusivement, du 10ème rang du même canton, correspondant collectivement aux Nos 257, 256, 255, 254, 253, 252, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219 du susdit cadastre du canton Aston, tous détachés de la paroisse de Saint-Wenceslas, dans le comté de Nicolet, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Raphaël-d'Aston". 2863

3356-16

Québec, 8 juin 1917.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 6 juin 1917, de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Rose, dans le comté de Dorchester, les lots Nos 229 à 244, inclusivement, du rang IV du canton Ware et de les annexer à celle de Sainte-Justine, même comté. 2865

3354-16

Québec, 8 juin 1917.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 6 juin 1917, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Octave, dans le comté de Matane, le territoire compris dans les limites suivantes, savoir:

Au nord, borné par la ligne de séparation des paroisses de Sainte-Flavie et Saint-Rémi-de-Métis (la Rivière Métis), à l'est par la ligne qui sépare la seigneurie Métis, dans la paroisse de Saint-Octave, du fief Pachot et du rang "A" du canton Cabot, dans la paroisse de Saint-Rémi-de-Métis, au sud par la ligne qui sépare la paroisse de Saint-Octave de la paroisse de Saint-Rémi-de-Métis, à l'ouest par la ligne qui sépare actuellement la municipalité scolaire de Priceville de celle de Saint-Octave, c'est-à-dire la ligne qui sépare les lots Nos 9a de 10, sur le rang "A" Cabot, et les lots Nos 86 de 85, sur le fief Pachot jusqu'à la rivière Métis, et d'annexer ledit territoire à la municipalité scolaire de Saint-Rémi-de-la-Rivière-Métis, comté de Matane. 2867

1. The lot No. 28 of the 3rd range of Bulstrode township, corresponding to lot No. 141 of the official cadastre of said township, together with the west half of lot No. 3 and lots Nos. 4, 5 and 6 of both the first and second ranges of the augmentation of Bulstrode township, corresponding collectively to the Nos. 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 and the west half of lots Nos. 15 and 16 of the official cadastre of the aforesaid augmentation, all detached from the parish of Sainte Anne, in the county of Arthabaska;

2. From the school municipality of Sainte-Eulalie, in the county of Nicolet, the lots Nos. 1 to 6, both inclusive, of the 3rd range of the augmentation of the Bulstrode township, corresponding collectively to the Nos. 21 and 32, both inclusive, of the official cadastre of said augmentation, the lots Nos. 4 and 5 of the 11th range of Aston township, corresponding each to each to the Nos. 258 and 259 of the official cadastre of said township, and the lots Nos. 6 to 13, both inclusive, of same range corresponding collectively to the Nos. 1 to 11, both inclusive, of the official cadastre of the parish of Sainte-Eulalie;

3. From the school municipality of Saint-Wenceslas, county of Nicolet, the lots Nos. 2 to 7, both inclusive, of the 9th range of Aston township, corresponding collectively to the Nos. 210, 209, 208, 207, 206, 205, 204, 203, 202, 201, 200, 199 of the official cadastre of said township, and the lots Nos. 1 to 11, both inclusive, of the 10th range of same township, corresponding collectively to the Nos. 257, 256, 255, 254, 253, 252, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219 of the aforesaid cadastre of the Aston township, all detached from the parish of Saint-Wenceslas, in the county of Nicolet, and to erect all the above territory into a separate school municipality, under the name of "Saint-Raphaël-d'Aston." 2864

3356-16

Quebec, 8th June, 1917.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council dated the 6th June, 1917, to detach from the school municipality of Sainte-Rose, in the county of Dorchester, the lots Nos. 229 to 244, inclusively, of the 4th range of Ware township, and to annex same to that of Sainte-Justine, same county. 2866

3354-16

Quebec, 8th June, 1917.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council dated the 6th June, 1917, to detach from the school municipality of Saint-Octave, in the county of Matane, the territory included within the following boundaries, namely:

On the north, bounded by the division of the parishes of Sainte-Flavie and Saint-Rémi-de-Métis (River Métis), on the east by the line separating the Métis Seignior, in the parish of Saint-Octave, from Pachot fief and from range A of Cabot township, in the parish of Saint-Rémi-de-Métis, on the south by the line separating the parish of Saint-Octave from the parish of Saint-Rémi-de-Métis, on the west by the line now separating the school municipality of Priceville from that of Saint-Octave, being the line separating the lot No. 9a from No. 10, on range A Cabot, and the line separating the lot No. 86 from No. 85, in Pachot fief to the Metis river, and to annex the aforementioned territory to the school municipality of Saint-Rémi-de-la-Rivière-Métis, county of Matane. 2868

1012-17

Québec, 31 mai 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de canton de Windsor, dans le comté de Richmond, les lots Nos 683 à 694, inclusivement, et les lots Nos 757 à 760, inclusivement, du canton de Windsor; de détacher de la municipalité scolaire du canton de Cleveland les lots Nos 490 à 494, inclusivement, les lots Nos 540 à 546, inclusivement, et les lots Nos 609 et 610, dans le canton de Windsor; les lots 1a, b, c, d, e, dans le 9ème rang du canton de Cleveland; les lots Nos 2a, b, c, les lots Nos 3a, b, les lots 4a, b, c, les lots 5a, b, c, d, les lots 6a, b, c, les lots 7a, b, les lots 8a, b, c, et les lots 9a, b, c, d, e, dans le 9ème rang du canton de Cleveland; les lots 1a, b, c, les lots 2a, b, c, d, e, f, g, les lots 3, 4, les lots 5a, b, les lots 6a, b, c, et les lots 7, 8, 9, dans le 10ème rang du canton de Cleveland; les lots 1, 2, 3, 4a, b, c, les lots 5, 6, les lots 7a, b, les lots 8a, b, c, d, les lots 9a, b, c, d, dans le 11ème rang du canton de Cleveland; les lots 1, 2a, b, c, d, les lots 3a, b, c, les lots 4a, b, c, et les lots 5a, b, dans le 12ème rang du même canton, les lots 1, 2a, b, les lots 3a, b, les lots 4a, b, et les lots 5a, b, c, dans le 13ème rang du canton de Cleveland, et que ce territoire soit annexé à la municipalité scolaire de Saint-Claude, même comté.

2725-23-2

828-17.

Québec, 7 juin 1917.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pierre-de-Malbaie, dans le comté de Gaspé, le district numéro deux de Saint-Pierre-de-Malbaie, comprenant les lots 16, 17 et 18 du premier rang, les lots 3, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16 du second rang, les lots 1, 2, 4, 5, 7, 8, 10, 14, 15, 16, 17, 21 et 22 du troisième rang de Malbaie, et de l'ériger en municipalité scolaire séparée à l'usage des protestants seulement, sous le nom de "Edmonds".

2831-23-2

975-17.

Québec, 7 juin 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Verchères, village, comté de Verchères, les lots Nos 783 à 808, inclus, du cadastre officiel de la paroisse de Verchères, et de les annexer à la municipalité scolaire de l'Île Bouchard, comté de l'Assomption.

2833-23-2

87-17

AVIS D'ABOLITION D'UNE MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DISSIDENTE

Québec, 29 mai 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a l'intention d'abolir la municipalité scolaire dissidente de Saint-Théodore-d'Acton, comté de Bagot, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 2627 des S. R. P. Q., 1909, parce que les syndics de ladite municipalité scolaire n'ont pas maintenu d'école dans leur municipalité depuis plus d'un an.

2671-22-3

1012-17

Quebec, 31st May, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of the township of Windsor, in the county of Richmond, the lots Nos. 683 to 694, inclusively, and the lots Nos. 757 to 760, inclusively, of the township of Windsor; to detach from the school municipality of the township of Cleveland, the lots Nos. 490 to 494, inclusively, the lots Nos. 540 to 546, inclusively, and the lots Nos. 609 and 610, in the township of Windsor; the lots 1a, b, c, d, e, in the 9th range of the township of Cleveland; the lots Nos. 2a, b, c, the lots Nos. 3a, b, the lots 4a, b, c, the lots 5a, b, c, the lots 6a, b, c, the lots 7a, b, the lots 8a, b, c, and the lots 9a, b, c, d, e, in the 9th range of the township of Cleveland; the lots 1a, b, c, the lots 2a, b, c, d, e, f, g, the lots 3, 4, the lots 5a, b, the lots 6a, b, c, and the lots 7, 8, 9, in the 10th range, of the township of Cleveland, the lots 1, 2, 3, 4a, b, c, the lots 5, 6, the lots 7a, b, the lots 8a, b, c, d, the lots 9a, b, c, d, in the 11th range of the township of Cleveland; the lots 1, 2a, b, c, d, the lots 3a, b, c, d, the lots 4a, b, c, and the lots 5a, b, in the 12th range of same township; the lots 1, 2a, b, the lots 3a, b, the lots 4a, b, and the lots 5a, b, c, in the 13th range of the township of Cleveland, and that the above territory be annexed to the school municipality of Saint-Claude, same county.

2726-23-2

828-17.

Quebec, 7th June, 1917.

Application is made to detach district number two of Saint-Pierre-de-Malbaie, consisting of lots 16, 17 and 18 of the first range, lots 3, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16 of the second range, lots 1, 2, 4, 5, 7, 8, 10, 14, 15, 16, 17, 21 and 22 of the third range of Malbaie, from the school municipality of Saint-Pierre-de-Malbaie, Gaspé county, and to erect them into a distinct school municipality for protestants only, under the name of "Edmonds".

2832-23-2

975-17.

Quebec, 7th June, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Verchères, village, county of Verchères, the lots Nos. 783 to 808, both inclusive, of the official cadastre of the parish of Verchères, and to annex same to the school municipality of Île Bouchard, county of l'Assomption.

2834-23-2

87-17

NOTICE OF ABOLITION OF A DISSIDENT SCHOOL MUNICIPALITY

Quebec, 29th May, 1917.

Notice is given by the Superintendent that he intends to abolish the dissentient school municipality of Saint-Théodore-d'Acton, county of Bagot, in pursuance to the provisions of article 2627 R. S. P. Q., 1909, because the trustees of the said school municipality have been over a year without schools in their municipality.

2672-22-3

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

PROVINCE DE QUEBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTEMENT DES TERRES ET FORETS

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS.

Québec, 2 juin, 1917.

Quebec, 2nd June, 1917.

Conformément aux articles 1623, 1624 et 1625 des S.R.P.Q., 1909, des permis de coupe de bois, pour les territoires ci-après désignés, seront offerts à l'enchère, au bureau du ministre des Terres et Forêts, en cette ville, le 21 AOÛT prochain, à 11 heures de l'avant-midi.

In conformity with articles 1623, 1624 and 1625 of R.S.P.Q., 1909, permits to cut timber on the following territories will be offered at public auction, at the Department of Lands and Forests, in this city, on the 21st AUGUST next, at 11 o'clock in the forenoon.

Agence de l'Ottawa supérieur.

Upper Ottawa agency.

	Milles carrés
Canton Destor, $\frac{1}{2}$ ouest.....	50
Canton Aiguebelle, $\frac{1}{4}$ nord-est.....	25
Canton Lacorne, $\frac{1}{2}$ ouest.....	50
Canton Courville, lots 43 à 62, rangs 2, 3, 4	10
Haut de la rivière Ottawa: bassin supérieur des rivières Kapitajiwan et Sho-Shoquan	1200

	Square miles
Township Destor, west $\frac{1}{2}$	50
Township Aiguebelle, north-east $\frac{1}{4}$	25
Township Lacorne, west $\frac{1}{2}$	50
Township Courville, lots 43 to 62, ranges 2, 3, 4.....	10
Upper River Ottawa: upper basin of rivers Kapitajiwan and Sho-Shoquan.....	1200

Agence du Saint-Maurice.

Saint Maurice agency.

Cantons Lavigne et Letondal, partie.....	85
Canton Dandurand.....	100
Canton Suzor, $\frac{1}{2}$ ouest.....	50
Canton Lamy, $\frac{1}{2}$ ouest.....	50
Canton Bazin.....	100
Canton Lamy, $\frac{1}{2}$ est.....	50
Canton Leau, $\frac{1}{2}$ est.....	50
Canton Leau, $\frac{1}{2}$ ouest.....	50
Canton Landry.....	100
Canton Tassé, $\frac{1}{4}$ sud-ouest.....	25
Canton Montpetit.....	100
Canton Faucher.....	100
Canton Fortier.....	100
Canton Sulte.....	100
Canton Provancher $\frac{1}{2}$ ouest.....	50
Canton Achintre.....	100
Canton Buies.....	100
Bloc 8, rivière Manouan sud.....	45
Bloc 9, rivière Manouan sud.....	35

Townships Lavigne and Letondal (part)...	85
Township Dandurand.....	100
Township Suzor, west $\frac{1}{2}$	50
Township Lamy, west $\frac{1}{2}$	50
Township Bazin.....	100
Township Lamy, east $\frac{1}{2}$	50
Township Leau, east $\frac{1}{2}$	50
Township Leau, west $\frac{1}{2}$	50
Township Landry.....	100
Township Tassé, south west $\frac{1}{4}$	25
Township Montpetit.....	100
Township Faucher.....	100
Township Fortier.....	100
Township Sulte.....	100
Township Provancher, west $\frac{1}{2}$	50
Township Achintre.....	100
Township Buies.....	100
Block 8, river Manouan south.....	45
Block 9, river Manouan south.....	35

Agence de l'Ottawa inférieur.

Lower Ottawa agency.

Arrière rivière l'Assomption No 26.....

4 Rear river Assumption No. 26..... 4

Agence du Lac Saint-Jean ouest

Lake Saint John west agency.

Rivière Chamouchouan No 1.....

526 River Chamouchouan No. 1..... 526

Rivière Chamouchouan No 2.....

660 River Chamouchouan No. 2..... 660

Agence du Lac Saint-Jean est.

Lake Saint John east agency.

Rivières aux Ecorces et au Canot.....

28 Rivers aux Ecorces and au Canot..... 28

Rivière au Canot No 1.....

26 River au Canot No. 1..... 26

Rivière au Canot No 2.....

11 River au Canot No. 2..... 11

Rivière aux Ecorces No 5.....

29 River aux Ecorces No. 5..... 29

Rivière aux Ecorces No 6.....

41 River aux Ecorces No. 6..... 41

Canton Harvey No 2.....

4 Township Harvey No. 2..... 4

Canton Bourget.....

14 Township Bourget..... 14

Rivière à Mars.....

60 River à Mars..... 60

Rivière Ha! Ha!.....

23 River Ha! Ha!..... 23

Rivières du Moulin et Cyriac.....

35 Rivers du Moulin and Cyriac..... 35

Canton Kénogami, rang A, nord du che-

Township Kenogami, range A, north of

min Kénogami, lots 1 à 38.....

3 Kenogami road, lots 1 to 38..... 3

Agence du Saguenay.

Saguenay agency.

Rivière Malbaie No 10.....

60 River Malbay No. 10..... 60

Rivière Malbaie No 11.....

57 River Malbay No. 11..... 57

Rivière Malbaie No 12.....

54 River Malbay No. 12..... 54

Canton Manicouagan.....	10	Township Manicouagan.....	10
Rivière Sheldrake.....	125	River Sheldrake.....	125

Agence de Bonaventure ouest.

Bonaventure west agency.

Canton New-Richmond.....	15	Township New-Richmond.....	15
--------------------------	----	----------------------------	----

Agence de Rimouski ouest.

Rimouski west agency.

Canton Duquesne.....	5	Township Duquesne.....	5
----------------------	---	------------------------	---

CONDITIONS DE L'ENCHERE:—

Le permis sera adjugé au plus haut enchérisseur.

La prime d'adjudication est payable en trois versements égaux, le premier comptant, le deuxième dans un an et le dernier dans deux ans, avec intérêt au taux de 6% par an.

La rente foncière pour 1917-18 est payable immédiatement.

Le permis de coupe sera sujet aux lois et règlements des bois présents et à venir, et, en outre, à la condition suivante:

Les concessionnaires du territoire susdit devront, dans un délai de trois ans, fabriquer annuellement, dans la province de Québec, avec le bois provenant du dit territoire, soit de la pulpe ou du papier, en proportion de dix tonnes par jour, ou du bois de sciage, en proportion de dix mille pieds mesure de planche par jour, par cent milles carrés.

JULES ALLARD,

2693-22-12 Le ministre des terres et forêts.

CONDITIONS OF THE AUCTION:—

Permits will be adjuged to highest bidder.

The price of adjudication is payable in three equal instalments, the first cash, the second in twelve months and the last in two years, with interest at the rate of 6% per annum.

The ground rent for 1917-18 is payable in advance.

The permit to cut will be subject to the laws and regulations now in force or to be enacted in future, and also to the following condition:

The grantees of the aforesaid territory must, within a delay of three years, manufacture annually in the province of Quebec, with the timber cut in this territory, either pulp or paper, in the proportion of ten tons per day, or sawn lumber in the proportion of ten thousand feet board measure per day, per hundred square miles.

JULES ALLARD,

2694-22-12 Minister of lands and forests.

Examen—Département des terres et forêts

Examination—Department of Lands and Forests

Avis est par le présent donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à:

Chicoutimi, 4 juillet 1917;
Chandler, Co. Gaspé, 10 juillet 1917;
Hull, P. Q., 24 juillet 1917;
Québec, 4 septembre 1917,

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants candidats devront communiquer immédiatement avec ce département et désigner l'endroit où ils désirent se présenter.

Un honoraire de \$4.00 est exigible.

Le sous-ministre des terres et forêts,

ELZ-MIVILLE DECHENE.

Québec, 2 juin 1917. 2697-22-13

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec will meet at:

Chicoutimi, 4th July, 1917;
Chandler, (Gaspé Co.), 10th July, 1917;
Hull, P. Q., 24th July, 1917;
Quebec, 4th September, 1917,

to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with this Department and mention the place where they intend presenting themselves.

A fee of \$4.00 is exacted.

ELZ-MIVILLE DECHENE,

Deputy Minister of Lands and Forests.

Québec, 2nd June, 1917. 2698-22-13

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Alfred Barrette, cultivateur, de Saint-Liguori, comté de Joliette, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Charles-Borromée", avec sa principale place d'affaires dans la ville de Joliette, dans le comté de Joliette.

Les objets pour lesquels cette société est formée, sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe

Public notice is hereby given that under and by virtue of the Act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Alfred Barrette, farmer, of Saint Liguori, county of Joliette, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Saint-Charles-Borromée", with its chief place of business in the town of Joliette, in the county of Joliette.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the

agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 8 juin 1917.

Le ministre de l'agriculture,
2873 JOS.-ED. CARON.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, Monsieur Francis Squire, cultivateur, du village de Leeds, dans le comté de Mégantic, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Megantic County Wool Growers' and Sheep Breeders' Cooperative Agricultural Association", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du canton de Leeds, dans le comté de Mégantic.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Le ministre de l'agriculture,
JOS.-ED. CARON.

Daté à Québec, le 4 mai 1917. 2875

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Zotique Beaulieu, cultivateur, de la paroisse de Saint-Urbain, comté de Châteauguay, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Urbain-Premier", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Saint-Urbain-Premier, dans le comté de Châteauguay.

Les objets pour lesquels cette société est formée, sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Le ministre de l'agriculture,
JOS.-ED. CARON.

Daté à Québec, le 8 juin 1917. 2877

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur William McCrea, cultivateur, de South Durham, comté de Drummond, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Richmond and Drummond Counties Wool Growers' and Sheep Breeders' co-operative Agricultural Association", avec sa principale place d'affaires dans la ville de Richmond, dans le comté de Richmond.

Les objets pour lesquels cette société est formée, sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole,

keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture of the Province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the 18th June, 1917.

JOS.-ED. CARON,
Minister of Agriculture.

2874

Notice is hereby given that pursuant to the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. Francis Squire, farmer, of Leeds village, county of Megantic, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "Megantic County Wool Growers' and Sheep Breeders' Co-operative Agricultural Association", with its principal place of business in the municipality of the township of Leeds, in the county of Megantic.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of live stock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture of the Province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

JOS.-ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Dated at Quebec, this 4th May, 1917. 2876

Public notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. Zotique Beaulieu, farmer, of the parish of Saint Urbain, county of Châteauguay, and others, have formed a cooperative agricultural association, under the name of "Société coopérative agricole de Saint-Urbain-Premier" with its chief place of business in the municipality of the parish of Saint-Urbain-Premier, in the county of Châteauguay.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

JOS.-ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Dated at Quebec, the 8th June, 1917. 2878

Notice is hereby given that pursuant to the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. William McCrea, farmer, of South Durham, county of Drummond, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "Richmond and Drummond Counties Wool Growers' and Sheep-Breeders' Cooperative Agricultural Association" with its principal place of business in the town of Richmond, in the county of Richmond.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the sale and purchase of live stock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, the purchase, preservation,

l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Le ministre de l'agriculture,
JOS.-ED. CARON.

Daté à Québec, le 8 juin 1917. 2879

transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture of the Province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

JOS.-ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Dated at Quebec, this 8th June, 1917. 2880

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. Dame Léa Feldman, épouse de Samuel Stotland, contracteur, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit S. Stotland, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 27ième jour d'avril 1917.

L'avocat de la demanderesse,

J.-M. DECARIE,

Montréal, 9 juin 1917. 2855—24-5

Canada, province de Québec, district de Québec. No 1676. Cour supérieure. Dame Katheryne Cullen, de la cité de Québec, épouse de John-J.-Colven O'Flaherty, du même lieu, journaliste, demanderesse; vs Ledit John-J.-Colven O'Flaherty, journaliste, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le onzième jour de juin 1917.

Les procureurs de la demanderesse,

RIVARD, CHAUVEAU & MARCHAND.

Québec, 12 juin 1917. 2901—24-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 869. Dame Clara Tremblay, épouse d'Alexandre Chabot, mécanicien, des cité et district de Montréal, a formé contre son mari une demande en séparation de biens. Les avocats de la demanderesse sont TRUDEAU & GUERIN.

Montréal, 18 mai 1917. 2721—23-5

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 851. Dame Adéline Guénette, de la paroisse de Sainte-Cécile, dans le canton de Whitton, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Cyrille Leblanc, du même lieu, cultivateur, ladite dame dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Cyrille Leblanc, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur en cette cause le 1er juin 1917.

Le procureur de la demanderesse,

ADOLPHE BECIGNEUL.

Sherbrooke, 1er juin 1917. 2777—23-2

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2372. Dame Tillie Gold, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Aaron Sabbath, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Aaron Sabbath, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en la présente cause, le 1er mai 1917.

Le procureur de la demanderesse,

N. SOLOMON.

Montréal, 30 mai 1917. 2705—22-5

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. Dame Léa Feldman, of Montreal, wife of Samuel Stotland, contractor, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Samuel Stotland, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 27th day of April, 1917.

J.-M. DECARIE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 9th June, 1917. 2856—24-5

Canada, province of Quebec, district of Quebec. No. 1676. Superior Court. Dame Katheryne Cullen, wife of John-J.-Colven O'Flaherty, of the district and city of Quebec, journalist, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said John-J.-Colven O'Flaherty, journalist, of the mesa place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 11th day of June, 1917.

RIVARD, CHAUVEAU & MARCHAND,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 12th June, 1917. 2902—24-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 869. Dame Clara Tremblay, wife of Alexandre Chabot, mechanic, of the city and district of Montreal, has instituted against her husband an action in separation as to property. TRUDEAU & GUERIN.

Montreal, 18th May, 1917. 2722—23-5

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 851. Dame Adéline Guénette, of the parish of Sainte-Cécile, in the township of Whitton, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Cyrille Leblanc, farmer, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Cyrille Leblanc, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the said plaintiff against the said defendant on the first of June, 1917.

ADOLPHE BECIGNEUL,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 1st June, 1917. 2778—23-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2372. Dame Tillie Gold, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Aaron Sabbath, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Aaron Sabbath, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 1st day of May, 1917.

N. SOLOMON,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 30th May, 1917. 2706—22-5

Canada, province de Québec, district de Québec. No 1621. Dans la cour supérieure. Dame Lucia Godin, épouse de Rodolphe Bertrand, menuisier, de Donnacona, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Rodolphe Bertrand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 30ème jour de mai 1917.

Le procureur de la demanderesse,

ADRIEN FALARDEAU.

Québec, 31 mai 1917.

2717—22-2

Province de Québec, district de Bedford. No 9901. Cour supérieure. Dame Anna Breton, du village de Lawrenceville, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Doris Gervais, commerçant du même lieu, dûment autorisée, demanderesse; vs ledit Doris Gervais, défendeur.

Une action en séparation de biens a, ce jour, été prise contre le défendeur.

L'avocat de la demanderesse,

ROMULUS CLOUTIER.

Sweetsburg, 15 mai 1917.

2635—22-5

Cour supérieure, district de Montmagny. No 9. Dame Caroline Fortin, de la ville de Montmagny, épouse de sieur Laurent Dubé, commerçant, de ladite ville de Montmagny, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Laurent Dubé, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le 7 mai 1917.

Le procureur de la demanderesse,

OMER BERUBE.

Montmagny, 19 mai 1917.

2513—21-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2900. Dame Celia Jenkin, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Solomon Bassin, de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Solomon Bassin, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en la présente cause le 18 mai 1917.

Le procureur de la demanderesse,

2543—21

J. POPLIGER.

Cour supérieure, province de Québec, district de Beauce. Dame Marie-Anne Bisson, Saint-Martin, épouse commune en biens de Joseph Fortin, demanderesse; vs Joseph Fortin, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce 16ème jour de mai courant.

Les procureurs de la demanderesse,

TALBOT & BEAUDOIN.

Saint-Joseph, Beauce, 16 mai 1917.

2481—20-5

Province de Québec, district de Montréal, No 2461. Cour supérieure. Dame Alice Richard, de la cité de Montréal, dit district, épouse commune en biens de Georges Desruisseaux, mécanicien, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a pris une action en séparation de biens contre Georges Desruisseaux, assisté par François Richard, son curateur *ad hoc* pour les fins de la présente action, le 16ème jour de mai 1917.

Les procureurs de la demanderesse,

BAYARD & LANCTOT,

Montréal, 16 mai 1917.

2483—20-5

Canada, province of Quebec, district of Quebec. No. 1621. In superior Court. Dame Lucia Godin, wife of Rodolphe Bertrand, joiner, of Donnacona, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Rodolphe Bertrand, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 30th day of May, 1917.

ADRIEN FALARDEAU,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 31st May, 1917.

2718—22-2

Province of Quebec, district of Bedford. No. 9901. Superior Court. Dame Anna Breton, of the village of Lawrenceville, in the district of Bedford, wife common as to property of Doris Gervais, trader, of the same place and duly authorized, plaintiff; vs the said Doris Gervais, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant.

ROMULUS CLOUTIER,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 15th May, 1917.

2636—22-5

Superior court, district of Montmagny, No. 9. Dame Caroline Fortin, of the town of Montmagny, wife of Laurent Dubé, trader, of said town of Montmagny, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Laurent Dubé, defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 7th day of May, 1917.

OMER BERUBE,

Attorney for plaintiff.

Montmagny, 19th May, 1917.

2514—21-5

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 2900. Dame Celia Jenkin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Solomon Bassin, of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Solomon Bassin of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on May 18th, 1917.

J. POPLIGER,

Attorney for plaintiff.

2544—21

Superior Court, Province of Quebec, district of Beauce. Dame Marie-Anne Bisson, Saint Martin, wife common as to property of Joseph Fortin, plaintiff; vs Joseph Fortin, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 16th day of May instant.

TALBOT & BEAUDOIN,

Attorneys for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce, 16th May, 1917.

2482—20-5

Province of Quebec, district of Montreal, No. 2461. Superior Court. Dame Alice Richard, of the city of Montreal, said district, wife common as to property of Georges Desruisseaux, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has instituted an action in separation as to property against her husband, assisted by François Richard, of the same place, acting as curator *ad hoc* for the present action, on the 16th day of May, 1917.

BAYARD & LANCTOT,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 16th May, 1917.

2484—20-5

Province de Québec, district de Montréal, No 1667, cour supérieure. Dame Bernadette Augé, de Montréal, épouse de F.-E. Wilfrid Corbeil, courtier d'immeuble, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit F.-E. Wilfrid Corbeil, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 16 de mai 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
BERARD & FILS.

Montréal, 16 mai 1917. 2487—20-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. No 5179. Dame M.-A.-Véronique Desormeaux, épouse commune en biens de J.-L.-Léopold Maillé, commis, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs J.-L.-Léopold Maillé, commis, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 10ième jour de mai 1917.

L'avocat de la demanderesse,
ZEPHIRIN GAUTHIER.

Montréal, 11 mai 1917. 2395—20-5

Province of Quebec, district of Montreal, No. 1667. Superior Court. Dame Bernadette Augé, of Montreal, wife common as to property of F.-E. Wilfrid Corbeil, real estate broker, of the city and district of Montreal, duly authorized to the present, plaintiff; vs the said F.-E. Wilfrid Corbeil, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause on 16th May, 1917.

BERARD & SON,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 16th May, 1917. 2488—20-5

Province of Quebec, district of Montreal, superior court. No. 5179. Dame M.-A.-Véronique Desormeaux, wife common as to property of J.-L.-Leopold Maillé, clerk, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs J.-L.-Leopold Maillé, clerk, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 10th day of May, 1917.

ZEPHIRIN GAUTHIER,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 11th May, 1917. 2396—20-5

Actions en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 5350. Dame Blanche Presseau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Arthur Blanchette, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Arthur Blanchette, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été prise contre le défendeur, le 14 mai 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
DELORIMIER, GODIN, MORIER &
CADOTTE.

Montréal, 16 mai 1917. 2511—21-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. No 3519. Dame Florida Emery, épouse commune en biens de Napoléon Laframboise, journalier, des cité et district de Montréal, demanderesse, a intenté, le 8 mai 1917, une action en séparation de corps et de biens contre son époux, Napoléon Laframboise, des cité et district de Montréal, défendeur.

Le procureur de la demanderesse,
VICTOR PAGER.

Montréal, 15 mai 1917. 2485—20-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5350. Dame Blanche Presseau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Arthur Blanchette, laborer, of the same place, duly authorized to ester in justice, plaintiff; vs the said Arthur Blanchette, defendant.

An action for separation as to bed and board has been taken against the defendant, on the 14th day of May, 1917.

DELORIMIER, GODIN, MORIER &
CADOTTE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 16th May, 1917. 2512—21-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No. 3519. Dame Florida Emery, wife common as to property of Napoléon Laframboise, laborer, of the city and district of Montreal, plaintiff, has, on the 8th day of May, 1917, instituted an action in separation as to bed and board against her husband, Napoléon Laframboise, laborer, of the city and district of Montreal, defendant.

VICTOR PAGER,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 15th May, 1917. 2486—20-5

Avis

"The Welland Hotel Company, Limited", corporation légale dûment constituée par lettres-patentes du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 21 octobre 1914, a établi son bureau-chef au numéro dix-sept de l'avenue Collège McGill, en la cité de Montréal, et là est située, et a été située sa principale place d'affaires depuis la date de sa constitution en corporation.

Le président de "The Welland Hotel Company, Limited",

GEO.-E. FULLER.

Montréal, 31 mai 1917.

Notice

The Welland Hotel Company, Limited, a body politic and corporate, duly incorporated under letters patent of the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st of October, 1914, has its chief place of business situated at civic number seventeen, McGill College Avenue, in the city of Montreal, and such is, and has been, its chief place of business from the date of incorporation.

GEO.-E. FULLER,
President of Welland Hotel Company, Limited.

Montreal, 31st May, 1917.

Avis est par les présentes donné de la part de La Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie, dont le bureau principal est à Saint-Hyacinthe, qu'elle s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de l'article 6860 des Statuts refondus de Québec, 1909, après publication du présent avis dans quatre numéros consécutifs de la *Gazette officielle de Québec*, dans le but de former un capital-actions de deux cent mille piastres, divisé en actions de cent piastres chacune, et dans le but aussi de transiger des affaires au comptant.

Le secrétaire-trésorier,

2641—22-4

T.-A. ST-GERMAIN.

Notice is hereby given on the part of The Mutual of Commerce Fire Insurance Company, whose head office is at Saint Hyacinthe, that it will apply to the Lieutenant Governor in council, in virtue of article 6860 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, after publication of the present notice in four consecutive numbers of the *Quebec Official Gazette*, for the purpose of raising a capital stock of two hundred thousand dollars, divided in shares of a hundred dollars each, and also for authorization to transact business on a cash basis.

T.-A. ST-GERMAIN,

Secretary Treasurer.

Examens—Examinations

BARREAU D'ARTHABASKA—BAR OF ARTHABASKA.

CANDIDAT A LA PROFESSION DU DROIT—CANDIDATE TO THE PRACTICE OF LAW.

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Pouliot.....	Jean-Léon.....	24	Arthabaska.

Le secrétaire du Barreau, section d'Arthabaska,
WILFRID GIROUARD,

Secretary of the Bar, section of Arthabaska.

Arthabaska, 11 juin—11th June, 1917.

2911—12—24-2

BARREAU DE QUEBEC—BAR OF QUEBEC.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ETUDE DU DROIT—CANDIDATES TO STUDY AT LAW.

Examen du 3 juillet 1917—Examination of the 3rd July 1917.

Noms — Names	Age	Résidence — Residence	Collège — College.
Casgrain, Charles-Perrault ..	19	Québec.....	Séminaire de Québec.
Cimon, Antoine.....	19	La-Malbaie.....	Séminaire de Chicoutimi.
Côté, Camille.....	21	Trois-Pistoles.....	" de Rimouski.
Dorion, Frédéric.....	18	Charlesbourg.....	" de Québec.
Dorion, Robert.....	21	Québec.....	" de Québec.
Drolet, Antonio.....	19	Québec.....	Cours privés.
Garneau, Antonio.....	20	Québec.....	Collège de Lévis.
Gosselin, Joseph-Auguste....	19	St-Joseph-de-Beauce..	Collège de Lévis.
Gouin, Paul.....	19	Québec.....	Séminaire de Québec.
Grenier, Charles.....	19	Québec.....	" "
Huot, Alexandre.....	19	Lévis.....	Collège de Lévis.
Lavoie, Paul.....	22	Québec.....	Séminaire de Québec.
Leroux-J. Eugène.....	22	Québec.....	Coll. Bourget et Faculté des Arts.
Mignault, Thomas.....	21	St-Ls-de-Kamouraska.	Coll. Ste-Anne de la Pocatière.
Morin, Emile.....	22	Québec.....	Séminaire de Québec.
Taschereau, André.....	19	"	" "
Taschereau, Robert.....	20	"	" "

Le secrétaire,
J.-A. GAGNE,

Secretary.

Québec, 4 juin—4th June, 1917.

2913—14—24-2

ASPIRANT A L'ETUDE DU DROIT.—CANDIDATE TO THE STUDY OF LAW.

Nom Surname	Prénom Name	Age	Residence	College
Girard.....	Jean-Marie.....	20 ans—years....	Trois-Rivières—Three Rivers.....	Sainte-Marie.

Le Secrétaire,
TENNAN & QUEANEY,
Secretary.
2771-72—23-2

Trois-Rivières, 31 mai 1917.—Three Rivers, 31st May, 1917.

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS.—BAR OF SAINT FRANCIS.

Aspirant à l'étude du droit.—Candidate to the study of law.

Nom Surname	Prénom Name	Age	Residence	Ecoles Schools	Occupation
Rousseau....	François-Armand.	22 ans—years.	Sherbrooke..	Frères du Sacré-Cœur, Séminaire St-Charles à Sherbrooke. — Sacred Heart Brothers, St Charles Seminary at Sherbrooke.....	Député dhérif et séputé greffier C. de C. à Sherbrooke. — Deputy Sheriff and Deputy Clerk of the C. C. at Sherbrooke.
Ethier.....	Tancrède.....	21 ans—years..	Montreal...	Etudiant-student.....	Séminaire St-Charles, à Sherbrooke.

Le secrétaire du barreau de Saint-François,
LIONEL FOREST,
Secretary of the Bar of Saint Francis.
2769-70—23-2

Sherbrooke, 31 mai 1917.—Sherbrooke, 31st May, 1917.

Faillite

Bankruptcy

Re J.-A. Bolduc, de Notre-Dame-du-Rosaire, Qué., marchand, insolvable.

Avis est par le présent donné que ledit insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers le 7 juin 1917, et les soussignés ont été nommés gardiens provisoires.

Les gardiens provisoires,
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne,
(Edifice Bossé), Québec, 8 juin 1917. 2845

Re J.-A. Bolduc, of Notre-Dame-du-Rosaire, Que., merchant, insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors on 7th June, 1917, and the undersigned have been appointed provisional guardians.

LEFAIVRE, & GAGNON,
Provisional Guardians.

Offices: 147 Mountain Hill,
(Bossé building), Quebec, 8th June, 1917. 2846

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. In re: Guertin & Bouchard, faillis.

Avis est par les présentes donné que j'ai été, par jugement rendu ce jour, nommé curateur aux biens des susdits.

Les réclamations attestées sous serment devront être produites à mon bureau dans les 30 jours de cette date.

Le curateur,
ALEXANDRE DESMARTEAU.

No 60 rue Notre-Dame-Est,
Montréal, 7 juin 1917. 2847

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. In re: Guertin & Bouchard, insolvents.

Notice is hereby given that I have been, by judgment rendered this day, appointed curator to the estate of the aforesaid insolvent.

All claims attested under oath must be filed at my office within 30 days from this date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60 Notre Dame street East.
Montreal, 7th June, 1917. 2848

Province de Québec, district de Joliette, cour supérieure, No 7766. Dans l'affaire de Ludger Charpentier & Cyrille Charpentier, manufacturiers, de St-Patrice-de-Rawdon, P. Q., faillis.

Avis est par le présent donné que, le 1er jour de juin 1917, par une ordonnance de la cour supérieure, j'ai été nommé curateur des biens des susdits faillis.

Les réclamations assermentées devront être déposées entre mes mains sous trente jours de cette date.

Le curateur,
ALEXANDRE ROBITAILLE.

Bureau: Robitaille & Fontaine,
Comptables et liquidateurs,
24, rue Saint-Paul, Joliette, 6 juin 1917. 2849

Re: Georges Côté, de La Tuque, Qué., marchand, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure pour le district de Trois-Rivières, en date du 11 juin 1917, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de nous produire leurs réclamations, dûment assermentées, dans les trente jours de cette date.

Les curateurs conjoints,

LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne,
(Edifice Bossé).
Québec, 11 juin 1917. 2899

Dans l'affaire de R.-E. Udow, Montréal, failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à contestation jusqu'au 2 juillet 1917, après laquelle date, les dividendes seront payables au bureau du soussigné.

Le curateur,

ROBERT WILSON.

Bureau de Wilson, Ferrie & Cie,
Comptables licenciés,
108-110 immeuble "Board of Trade".
Montréal, 16 juin 1917. 2915

Canada, province de Québec, district de Québec cour supérieure, No 1686. Dans l'affaire de Auxilia Therrien, faisant affaire sous la raison sociale Ed. Cauchon & Cie, entrepreneurs-menuisiers, Québec, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour en date du 12 juin 1917, nous avons été nommés curateurs aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre lesdits insolvable, sont requises de les produire à notre bureau, dûment assermentées, dans les trente jours du présent avis.

Les curateurs,

THERIAULT & GAGNON.

Bureau: 52 rue Saint-Joseph.
Québec, 13 juin 1917. 2917

Canada, province de Québec, district de Rimouski. Cour supérieure. In re: Zénon Routhier, Lac-au-Saumon, insolvable.

Un premier et dernier dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 2 juillet 1917, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

Le curateur,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie.
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 13 juin 1917. 2949

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No. 7766. In the matter of Ludger Charpentier & Cyrille Charpentier, manufacturers, of Saint-Patrick-of-Rawdon, said district, insolvent.

Notice is hereby given that, by an order of the Superior Court dated 1st day of June, 1917, I have been appointed curator to the estate of the above named insolvents.

Sworn claims must be filed in my hands within thirty days from this date.

ALEXANDRE ROBITAILLE,

Curator.

Office: Robitaille & Fontaine,
Accountants and Liquidators,
24, St. Paul street, Joliette, 6th June, 1917. 2850

Re: Georges Côté, of La Tuque, Que., merchant, insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the superior court for the district of Three Rivers, dated 11th June, 1917, the undersigned have been appointed joint curators.

The creditors of the said insolvent are requested to file us their claims within thirty days from this date.

LEFAIVRE & GAGNON,

Joint curators.

Offices: 147 Mountain Hill,
(Bossé building).
Quebec, 11th June, 1917. 2900

In the matter of R.-E. Udow, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 2nd July, 1917, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

ROBERT WILSON,

Curator.

Office of Wilson, Ferrie & Co.,
Chartered accountants,
108-110 Board of Trade Building.
Montreal, 16th June, 1917. 2916

Canada, province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 1686. In the matter of Auxilia Therrien, carrying on business under the name and style of "Ed. Cauchon & Cie", master joiners, Quebec, insolvents.

Notice is hereby given that under an order of the court dated the 12th June, 1917, we were appointed curators to the above estate.

All parties having claims against the aforesaid estate are requested to file same at our office, duly attested under oath, within thirty days from the present notice.

THERIAULT & GAGNON,

Curators.

Office: 52 Saint Joseph street.
Quebec, 13th June, 1917. 2918

Canada, province of Quebec, district of Rimouski. Superior Court. In re: Zénon Routhier, Lac-au-Saumon, insolvable.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be opened to objection until 2nd July, 1917, and after which date this dividend will be payable at my office.

J.-P.-E. GAGNON,

Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ontario building.
Quebec, 13th June, 1917. 2950

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. *In re: "New York Steam Laundry Co.", faillie.*

Avis est par les présentes donné que, par jugement en date de ce jour, nous avons été nommés curateurs conjoints à ladite faillite.

Les réclamations, attestées sous serment, devront être produites au bureau de Alexandre Desmarteau, 60 rue Notre-Dame-Est, Montréal, dans les 30 jours de cette date.

Les curateurs conjoints,

DUCLOS & DESMARTEAU.

No 60 rue Notre-Dame-Est,
Montréal, 11 juin 1917.

2921

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. *In re: New York Steam Laundry Co., insolvent.*

Notice is hereby given that, by judgment dated this day, we have been appointed joint curators to the above estate.

Sworn claims must be filed at the office of Alexandre Desmarteau, 60 Notre Dame street East, Montreal, within 30 days from date.

DUCLOS & DESMARTEAU,

Joint curators.

60 Notre Dame street East.
Montreal, 11th June, 1917.

2922

Canada, province de Québec, district de Beauce. Cour supérieure. *In re: Joseph Fortin, Saint-Prospier, insolvable.*

Un premier et dernier dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 4 juillet 1917, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

Le curateur,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie.
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 13 juin 1917.

2951

Canada, province of Quebec, district of Beauce. Superior Court. *In re: Joseph Fortin, Saint-Prospier, insolvent.*

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be opened to objection until 4th July, 1917, and after which date this dividend will be payable at my office.

J.-P.-E. GAGNON,

Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street.
Richelieu & Ontario building.
Quebec, 13th June, 1917.

2952

Canada, province de Québec, district de Chicoutimi. Cour supérieure. *In re: A.-C. Martel, Grande-Baie, insolvable.*

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 11 juin 1917, j'ai été nommé curateur aux biens de cette faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette faillite sont requises de les produire devant moi, dans les trente jours de cette date.

Le curateur,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 13 juin 1917.

2953

Canada, province of Quebec, district of Chicoutimi. Superior Court. *In re: A.-C. Martel, Grande-Baie, insolvent.*

In virtue of an order of the court, dated 11th June, 1917, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J.-P.-E. GAGNON,

Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street.
Richelieu & Ontario building.
Quebec, 13th June, 1917.

2954

Canada, province de Québec, district de Trois-Rivières. Cour supérieure. *In re: François Côté, La Tuque, insolvable.*

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 8 juin 1917, j'ai été nommé curateur aux biens de cette faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette faillite sont requises de les produire devant moi, dans les trente jours de cette date.

Le curateur,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie.
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 13 juin 1917.

2955

Canada, province of Quebec, district of Three Rivers. Superior Court. *In re: François Côté, La Tuque, insolvent.*

In virtue of an order of the court, dated 8th June, 1917, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me, within thirty days from this date.

J.-P.-E. GAGNON.

Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ontario building.
Quebec, 13th June, 1917.

2956

Province de Québec, district de Montréal. No 63. Cour supérieure. *In re: P.-R. Faulkner, Montréal, failli.*

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le ou après le 2 juillet 1917.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

Les curateurs,

F.-R. VINET.

P.-H. DUFRESNE.

Bâtisse Banque Nationale,
99 rue Saint-Jacques.
Montréal, 16 juin 1917.

2957

Province of Quebec, district of Montreal. No. 63. Superior Court. *In re: P.-R. Faulkner, Montreal, insolvent.*

A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 2nd July, 1917.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F.-R. VINET,

P.-H. DUFRESNE,

Curators.

Banque Nationale building,
99 Saint James street.
Montreal, 16th June, 1917.

2958

Province de Québec, district de Montréal, No. 47. Cour supérieure. Dans l'affaire de Corinne Brabant, faillie.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 2 juillet 1917, après laquelle date, s'il n'y a pas de contestation, il sera payable à mes bureaux.

Le curateur,
OSCAR BEAUCHAMP.

Chambres 13-15 édifice "La Presse",

51 rue Saint-Jacques.

Montréal, 13 juin 1917.

2959

Province of Quebec, district of Montreal. No. 47. Superior Court. In the matter of Corinne Brabant, insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open for objection until the 2nd July, 1917, after which date, in case of no contestation, it will be payable at my offices.

OSCAR BEAUCHAMP,
Curator.

Rooms 13-15, "La Presse" building,

51 St James.

Montreal, 13th June, 1917.

2960

Liquidations

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe. No. 42. Cour supérieure. *In re: La compagnie Gladu & Demers, limitée, en liquidation.*

Avis est donné que l'immeuble suivant, appartenant à ladite compagnie en liquidation, sera vendu par encaissement public, le 26 juin courant, à dix heures de l'avant-midi, à la place d'affaires de ladite compagnie, au village de la Providence, district de Saint-Hyacinthe, savoir: un terrain situé au village de la Providence, sur la rue Sainte-Anne, côté nord-est, connu comme étant le lot No 181 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hyacinthe—avec les bâtisses y érigées et les engins, bouilloires, machines et machineries incorporés auxdites bâtisses, et avec, en outre, une servitude de passage établie en faveur du susdit terrain sur le lot No 180 du même cadastre; le tout en vertu d'une ordonnance de cette cour.

Le liquidateur,
EUCHARISTE LAFRANCE.

Saint-Hyacinthe, 5 juin 1917. 2809—23-2

Province of Quebec, district of Saint Hyacinth. No. 42. Superior Court. *In re: La compagnie Gladu & Demers, limitée, in liquidation.*

Notice is hereby given that, according to an ordinance of this Court, the following immoveable belonging to the said company in liquidation, will be sold by public auction, on the 26th of June instant, at ten o'clock in the forenoon, at the place of business of the said company, at the village of La Providence, district of Saint Hyacinthe, to wit: a piece of land situated in the village of La Providence, on Saint Ann street, north-east side, known as being the lot No. 181 of the official cadastre of the parish of Saint Hyacinthe—with the buildings thereon erected and the engines, boilers, machines and machineries incorporated to said buildings, and together with, also a right of way established in favor of the said piece of land on the lot No. 180 of the same cadastre.

EUCHARISTE LAFRANCE,
Liquidator.

Saint Hyacinthe, 5th June, 1917. 2810—23-2

Avis est par le présent donné que la Caisse des Familles, société de secours mutuels régulièrement incorporée, en vertu d'une résolution adoptée à une assemblée générale de ses membres, régulièrement convoquée pour le 4 du courant, a décidé de liquider ses affaires et d'effectuer dans l'Alliance Nationale, autre société de secours mutuels, régulièrement incorporée, la réassurance des contrats en vigueur de la dite Caisse des Familles. A cette fin, la Caisse des Familles n'acceptera plus de contrats à partir du 5 juillet 1917, et se propose de nommer comme liquidateur sieur Charles Duquette, inspecteur en chef de l'Alliance Nationale, No 395, avenue Viger, Montréal.

En conséquence, les membres en règle de la dite Caisse des Familles sont convoqués en assemblée pour procéder à la nomination du dit liquidateur au bureau chef de ladite Caisse des Familles, No 328, rue Saint-Jean, Québec, le jeudi 5 juillet 1917, à 2 hrs P. M.

Daté en la cité de Québec, ce 5 juin 1917.

LA CAISSE DES FAMILLES,
Par J.-X. MERCIER, N. P.,
2779—23-2 Secrétaire.

Notice is by the presents given, that the "Caisse des Familles", a mutual benefit society, duly incorporated, has decided, by a motion adopted at a general meeting of its members duly called to take place on the 4th instant, to wind up its affairs, and to effect in the "Alliance Nationale", another mutual benefit society, duly incorporated, the re-insurance of the policies now in force in the said "Caisse des Familles". To this end, the "Caisse des Familles" shall no longer accept contracts from July 5th, 1917, and intends to appoint as liquidator Mr. Charles Duquette, chief inspector of the Alliance Nationale, No. 395 Avenue Viger, Montreal.

In consequence, members in good standing of the said "Caisse des Familles" are given notice to be present at a meeting, in order to proceed to the appointment of the said liquidator; the said meeting being hereby called to take place at the head office of the "Caisse des Familles", No. 328 Saint John street, Quebec, on Thursday, 5th July, 1917, at 2 o'clock, P. M.

Dated in the city of Quebec, this fifth day of June, 1917.

LA CAISSE DES FAMILLES,
Per J.-X. MERCIER, N. P.,
2780—23-2 Secretary.

Nombre de directeurs augmenté

Number of directors increased

"J.-DONAT LANGELIER, LIMITEE".

"J.-DONAT LANGELIER, LIMITEE"

REGLEMENT No 6

BY-LAW No. 6.

Les affaires de la compagnie seraient administrées par un bureau de cinq directeurs qui détiendront au moins une part dans le fonds social de la compagnie en leur nom personnel, et qui ne devront aucun arrérage à raison des appels qui auront été faits sur cette part.

Quatre directeurs seront élus par les actionnaires de la compagnie et le cinquième directeur pourra être choisi par la ville de la Pointe-aux-Trembles, conformément au règlement numéro cinquante et un de la ville de la Pointe-aux-Trembles. A défaut par la ville de la Pointe-aux-Trembles d'avoir fait part, par écrit, du nom du directeur qu'elle a choisi le jour de l'assemblée annuelle de la compagnie où il est procédé à l'élection des directeurs, l'assemblée elle-même nommera les cinq directeurs.

Daté à Montréal, ce 28e jour d'avril 1917.

J.-NAP. LANGELIER,

Président de J.-Donat Langelier, Limitée.

Je soussigné J.-Donat Langelier, manufacturier, de la ville de Montréal, secrétaire-trésorier de J. Donat Langelier Limitée, certifie par les présentes que le règlement ci-dessus augmentant le nombre des directeurs de J.-Donat Langelier, Limitée, a été soumis le 28e jour d'avril 1917, et approuvé par le vote des actionnaires représentant les deux-tiers en valeur du capital actions de ladite compagnie, à une assemblée générale et spéciale convoquée aux fins de prendre ledit règlement en considération.

Daté à Montréal, ce 19e jour de mai 1917.

J.-DONAT LANGELIER.

2881

Secrétaire-trésorier.

The affairs of the company shall be managed by a board of five directors chosen among the shareholders owning at least one share in the capital stock of the company, absolutely in their own right and not in arrears in respect of any call thereon.

Four directors shall be elected by the shareholders of the company and the fifth may be appointed by the town of Pointe-aux-Trembles, pursuant to by-law number fifty one of the town of Pointe-aux-Trembles. Should the town of Pointe-aux-Trembles fail to have notified the company, in writing, of the name of the director chosen by it, on the day of the annual meeting called for the election of the directors, then the shareholders in meeting assembled shall elect the five directors.

Dated at Montreal, this 28th day of April, 1917.

J. NAP. LANGELIER,

President of J.-Donat Langelier, Limitée.

I, the undersigned, J.-Donat Langelier, manufacturer, of the city of Montreal, secretary-treasurer of J.-Donat Langelier, Limitée, do hereby certify that the foregoing by-law increasing the number of directors of J.-Donat Langelier, Limitée, was, on the 28th day of April, 1917, duly submitted and approved by the vote of the shareholders representing two-thirds in value of the capital stock of said company, at a special general meeting duly called for considering said by-law.

Dated at Montreal, this 19th day of May, 1917.

J.-DONAT LANGELIER.

2882

Secretary Treasurer.

Ordres de la cour

Orders of the Court

Province de Québec, comté de Drummond, No. 1094. Cour de circuit. J.-A. Laferté, demandeur; vs Dame M.-L. Bégin *et vir*, défendeurs; et Ovide Brouillard, opposant.

Le 5ème jour de juin 1917, sur ordre de l'honorable juge J.-Camille Pouliot, donné ce jour;

Vu l'allégation de l'insolvabilité de la dite Dame Marie-Louise Bégin, épouse séparée de biens de J.-Arthur Demers, de la ville de Drummondville, et y faisant affaires sous la raison sociale de "Demers Clothes Pins Mfg. Co.", défenderesse. Les créanciers de ladite défenderesse qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du greffier de la cour supérieure pour le comté de Drummond, à Drummondville, dans les 15 jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

Le député greffier de la cour supérieure,

2889—24-2

R. ALEXANDER,

Province of Quebec, county of Drummond, No. 1094. Circuit Court. J.-A. Laferté, plaintiff; vs Dame M.-L. Bégin *et vir*, defendants; and Ovide Brouillard, *opposant*.

The 5th day of June, 1917, upon the order of the Honourable Justice J.-Camille Pouliot, given this day;

Seeing the allegation of the insolvency of said Dame Marie-Louise Bégin, wife separated as to property of J.-Arthur Demers, of the town of Drummondville, and there carrying on business under the firm name of "Demers Clothes Pins Mfg. Co.", defendant. The creditors of said defendant, who have not yet filed their claims, are now called upon to file same in this cause, at the office of the clerk of the Superior Court for the county of Drummond, at Drummondville, within 15th days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, pursuant to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

R. ALEXANDER,

2890—24-2

D.C.S.C.

Province de Québec, district d'Iberville, No. 88. Cour supérieure. Georges Tassé, demandeur; vs Les héritiers de Dame feu Eva Macdonald, défendeurs, et l'hon. W.-G. Mitchell, *ès-qual. et al*, tiers-saisi, et Arthur Comeau, intervenant.

Province of Quebec, district of Iberville, No. 88. Superior Court. George Tassé, plaintiff; vs The heirs of the late Dame Eva Macdonald, defendants, and the Hon. W.-G. Mitchell, *ès-qual. et al*, garnishees and Arthur Comeau, intervenor.

Le huitième jour de juin mil neuf cent dix-sept.

Sur ordre de l'honorable juge D. Monet, donné ce jour, vu l'allégation de déconfiture de la succession de feu Dame Eva Macdonald, les créanciers de ladite succession de feu Dame Eva Macdonald, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour ce district, à Saint-Jean, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

Le dép. P. C. S.

2961—24-2

A.-E. L'ECUYER.

The eighth day of June, one thousand nine hundred and seventeen.

By an order of the Honourable Justice D. Monet, given to-day, seeing the allegation of insolvency of the estate of late Dame Eva Macdonald, the creditors of the said estate of late Dame Eva Macdonald, who have not yet filed their claims, are now called upon to file same in this cause at the office of the protonotary of the Superior Court for this district, at Saint Johns, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, in conformity with articles 673 and 674 of the Code of civil procedure.

A.-E. L'ECUYER,

Dep. P. S. C.

2962—24-2

VENTES PAR LES SHÉRIFS ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Arthabaska, à savoir: } ALPHONSINE
No. 587. } LANDRY, de-
manderesse; contre LOUIS FRECHETTE, dé-
fendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Une terre faisant partie de la moitié sud du lot numéro dix du sixième rang du canton de Bulstrode, contenant sept arpents et demi de front, plus ou moins, sur la profondeur du lot, connue et désignée au cadastre officiel du canton de Bulstrode comme étant les trois-quarts est du numéro trois cent douze ($\frac{3}{4}$ est de 312), prenant en front au cordon du septième rang et aboutissant en profondeur à la moitié nord du lot appartenant à Philippe Pratte, portant le numéro trois cent treize du cadastre, joignant du côté est au neuvième lot, et de l'autre côté au quart ouest du même lot numéro dix.

2. Une autre terre étant la moitié ouest de la moitié est du numéro deux cent soixante et six du cadastre officiel du canton de Bulstrode ($\frac{1}{2}$ O. de la $\frac{1}{2}$ E. 266), contenant environ soixante et trois arpents en superficie — avec bâtisses.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire, le DIX-NEUVIEME jour du mois de JUILLET prochain (1917), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 13 juin 1917. 2963—24-2
[Première publication, 16 juin 1917.]

SHERIFFS' SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Three Rivers.
Arthabaska, to wit: } ALPHONSINE LAN-
No. 587. } DRY, plaintiff;
against LOUIS FRECHETTE, defendant.

As belonging to the defendant:

1. A land forming part of the south half of lot number ten of the sixth range of the township of Bulstrode, containing seven acres and a half in front, more or less, by the depth of the lot, known and designated to the official plan and book of reference of the township of Bulstrode as being the three quarters east of lot number three hundred and twelve ($\frac{3}{4}$ east of 312), taking in front to the concession line of the seventh range and bordering on the depth to the north half of the lot belonging to Philippe Pratte, being the number three hundred and thirteen of the official plan and book of reference, joining to the east side to the ninth lot, and on the other side to the west quarter of the same lot number ten.

2. Another land being the west half of the east half of the number two hundred and sixty six of the official plan and book of reference of the township of Bulstrode ($\frac{1}{2}$ W. of the $\frac{1}{2}$ E. 266), containing about sixty three acres in superficies—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-du-Saint-Rosaire, on the NINE-TEENTH day of JULY next (1917), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J.-E. GIROUARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 13th June, 1917. 2964—24-2
[First publication, 16th June, 1917.]

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.

Province de Québec, } DUNCAN McEA-
District de Beauharnois, } CHAN, de-
No 8328. } mandeur; vs LOUIS
PERREAULT, défendeur.

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

Province of Québec, } DUNCAN McEA-
District of Beauharnois, } CHAN, plain-
No. 8328. } tiff; vs LOUIS PER-
REAULT, defendant.

Comme appartenant au défendeur:

Un certain terrain situé dans le cinquième rang de South-Georgetown, dans la paroisse de Très-Saint-Sacrement, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, comme partie du lopin numéro trois cent quatre-vingt-un (Pt. 381), mesurant ladite partie un demi arpent de largeur par deux arpents et quart de profondeur, et borné au front par le chemin public, entre le quatrième et cinquième rangs de South-Georgetown, en arrière et à l'ouest par partie du même lopin appartenant à Louis Bergevin, et de l'autre côté, à l'est, par le terrain appartenant à Xsavier Lussier—avec une maison d'habitation et autres bâtiments dessus érigés.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Très-Saint-Sacrement, comté de Châteauguay, VENDREDI, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain 1917, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

JEAN-BTE D'AMOUR.

Bureau du shérif.

Salaberry de Valleyfield, 11 juin 1917.

2903—24-2

[Première publication, 16 juin 1917.]

As belonging to the defendant:

That certain piece of land situate in the fifth range of South-Georgetown, in the parish of Très-Saint-Sacrement, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Jean-Chrysostôme, as forming part of the lot number three hundred and eighty one (Pt. 381), measuring, said part one half arpent in width by two arpents and one quarter arpent in depth; bounded in front by the public road, between the fourth and fifth ranges of South-Georgetown, in rear and on the west by part of same lot of land belonging to Louis Bergevin, and on the other side, to the east, by the land belonging to Xavier Lussier—with a dwelling house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Très-Saint-Sacrement, county of Châteauguay, on FRIDAY, the TWENTIETH day of JULY next, 1917, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-BTE D'AMOUR,

Sheriff.

Sheriff's office.

Salaberry de Valleyfield, 11th June, 1917.

2904—24-2

[First publication, 16th June, 1917.]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Chicoutimi, à savoir: } DOMINION FISH
No 4654. } & FRUIT, LIMITED; vs DAME ALEXINA GAGNON, veuve de Eugène Claudel, et Edmond Boudreault, restaurateur, tous deux de la ville de Jonquière, faisant affaires comme restaurateurs et commerçants sous la raison de Gagnon & Boudreault.

Un emplacement connu et désigné au cadastre officiel pour le quatrième rang du canton de Jonquière, sous le numéro 14-B-13, de 50 pieds de largeur du sud au nord, sur 100 pieds de profondeur de l'est à l'ouest, mesure précise à la mesure anglaise; le tout borné vers le nord par une petite ruelle, vers l'est par le chemin public, vers le sud par le terrain de la Cie du chemin de fer Québec & Lac Saint-Jean, et vers l'ouest par le terrain de Auguste Ratté—avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Jonquière, le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

EDM. SAVARD.

Bureau du shérif.

Chicoutimi, 12 juin 1917.

2971—24-2

[Première publication, 16 juin 1917.]

FIERI FACIAS

Chicoutimi, à savoir: } AIME BOILY, com-
No 5230. } merçant, de Chi-
coutimi; vs ETIENNE TREMBLAY, de l'Anse-Saint-Jean.

Une maison et autres dépendances appartenant au défendeur, ladite maison et autres dépendances érigées et situées sur le lot No 13 de la réserve du cadastre officiel pour le canton Saint-Jean.

Pour être vendu à la porte de l'église de l'Anse-Saint-Jean, le DIX-HUITIÈME jour de

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Chicoutimi, to wit: } DOMINION FISH
No. 4654. } & FRUIT, LIMITED; vs DAME ALEXINA GAGNON, widow of Eugène Claudel, and Edmond Boudreault, restaurant-keeper, both of the town of Jonquière, carrying on business as restaurant-keepers and traders, under the firm, name and style of "Gagnon & Boudreault".

That certain emplacement known and designated on the official cadastre for the fourth range of the township of Jonquière, under the number 14-B-13, of 50 feet in width, from south to north, by 100 feet in depth, from east to west, precise measurements, english measure; the whole bounded on the north by a small lane, on the east by a public road, on the south by the land of the Quebec & Lake Saint John Railway Co., and on the west by the land of Auguste Ratté—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Jonquière, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Chicoutimi, 12th June, 1917.

2972—24-2

[First publication, 16th June, 1917.]

FIERI FACIAS

Chicoutimi, to wit: } AIME BOILY, trader,
No. 5230. } of Chicoutimi, vs
ETIENNE TREMBLAY, of L'Anse-Saint-Jean.

A house and other dependencies belonging to the defendant, said house and other dependencies being erected and situated on lot No. 13 of the reserve of the official cadastre for the township of Saint-Jean.

To be sold at the church door of L'Anse-Saint-Jean, on the EIGHTEENTH day of JULY next,

JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi. at TWO o'clock in the afternoon.

Le shérif,
EDM. SAVARD.

Chicoutimi, 12 juin 1917. 2973—24-2
[Première publication, 16 juin 1917.]

EDM. SAVARD,
Sheriff.

Chicoutimi, 12th June, 1917. 2974—24-2
[First publication, 16th June, 1917.]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir: } DAME ELISE
No 6122. } TREMBLAY, de
Saint-Alexandre, épouse séparée de biens de
Joseph-O. Mercier, y faisant affaires seule
comme bijoutier et épicière, sous la raison sociale
de "J. Mercier & Cie", et le dit Joseph-O. Mer-
cier pour assister et autoriser sadite épouse,
demanderesse; contre ERNEST THERIAULT,
hôtelier, de l'endroit appelé Station Pelletier,
dans le comté de Kamouraska, défendeur.

Comme appartenant au défendeur, savoir:

Tous les droits du défendeur sur la juste moitié
sud-ouest—avec bâtisses dessus construites, cir-
constances et dépendances, d'un lot portant le
numéro un (No 1), rang A, du canton Park,
comté de Kamouraska, résultant d'un acte de
vente à reméré, consenti à Adélard Dumais,
charretier, de Saint-Alexandre, devant C.-P.
Beaulieu, N. P., le 16 mai 1916.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement
du comté de Kamouraska, en la paroisse de Saint-
Pascal, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET
prochain 1917, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

J.-O. GIRARD.

Bureau du shérif.

Fraserville, 8 juin 1917. 2851—24-2
[Première publication, 16 juin 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir: } J. CLEOPHAS THI-
No. 5562. } BAULT, demandeur;
contre DAME ANGELINA TREMBLAY,
veuve d'Adrien Morin, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse, savoir:

Un terrain ou emplacement situé dans le troi-
sième rang du canton Demers, de soixante-
quinze pieds (75 pds) de front sur soixante-
quinze pieds (75 pds) de profondeur; borné en
front au chemin au sud et au nord-est à Joseph
Morin ou représentants, au sud-ouest à la ligne
de séparation d'avec Napoléon Tremblay—avec
maison et grange dessus construites, circonstances
et dépendances; le dit emplacement faisant partie
de la terre connue et désignée au cadastre officiel
du comté de Témiscouata pour ledit canton
Demers, sous les numéros trente-quatre A, trente-
quatre B, trente-quatre C et trente-quatre D
(Nos 34a, 34b, 34c et 34d) du dit troisième rang
canton Demers.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Hubert, le VINGTIÈME jour
de JUILLET prochain 1917, à ONZE heures de
l'avant-midi.

Le shérif,

J.-O. GIRARD.

Bureau du shérif.

Fraserville, 11 juin 1917. 2891—24-2
[Première publication, 16 juin 1917.]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit: } DAME ELISE
No. 6122. } TREMBLAY, of
Saint Alexandre, wife separated as to property
of Joseph-O. Mercier, and there carrying on
business as jeweler and grocer under the name
and style of "J. Mercier & Cie", and the said
Joseph-O. Mercier to assist and authorize his
said wife, plaintiff; against ERNEST THER-
RIAULT, hotelkeeper, of the place called Pelle-
tier Station, in the county of Kamouraska, defend-
ant.

As belonging to the aforesaid defendant, to wit:

All the rights of the defendant in and upon
the exact south west half—with the buildings
thereon erected, circumstances and dependencies,
of a lot bearing the number one (No. 1), range A,
of Park township, county of Kamouraska,
resulting from a deed of sale with right of
redemption to Adélard Dumais, carter, of Saint
Alexandre, before C.-P. Beaulieu, N. P., dated
the 16th May, 1916.

To be sold at the registry office of the county
of Kamouraska, in the parish of Saint Pascal,
on the EIGHTEENTH day of JULY next, 1917,
at TEN o'clock in the forenoon.

J.-O. GIRARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Fraserville, 8th June, 1917. 2852—24-2
[First publication, 16th June, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit: } J. CLEOPHAS THI-
No. 5562. } BAULT, plaintiff;
against DAME ANGELINA TREMBLAY,
widow of Adrien Morin, defendant.

As belonging to the aforesaid defendant, to wit:

That certain piece of land or emplacement
situate in the third range of Demers township, of
seventy five (75) feet in front by seventy five
(75) feet in depth; bounded in front by a road, on
the south and north east by Joseph Morin or
representatives, on the south west by the division
line with Napoléon Tremblay—with a house and
barn thereon erected, circumstances and depend-
encies; the said piece of land or emplacement
forming part of the land known and designated
on the official cadastre of the county of Temis-
couata for said Demers township, under the
numbers thirty four A, thirty four B, thirty four
C and thirty four D (Nos. 34a, 34b, 34c and 34d)
of said third range of Demers township.

To be sold at the church door of the parish of
Saint-Hubert, on the TWENTIETH day of
JULY next, 1917, at ELEVEN o'clock in the
forenoon.

J.-O. GIRARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Fraserville, 11th June, 1917. 2892—24-2
[First publication, 16th June, 1917.]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOHN McWILLIE, de-
No 706. } mandeur; vs HARRIS
TISHLERSON, défendeur.

Le lot No 839 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Dominique—avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 755 à 757 de ladite rue Saint-Dominique.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, à MIDI.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 11 juin 1917. 2883—24-2
[Première publication, 16 juin 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ELIZABETH MAROT,
No 2070. } veuve de Antoine
Goyer, demanderesse; vs ELIZA ST-DENIS,
épouse contractuellement séparée de biens de
Paul St-Denis, et de ce dernier dûment autorisée
défenderesse; et TELESOPHORE DEPATIE,
curateur au délaissement.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, étant la moitié nord-ouest du lot de terre connu et désigné sous le No deux cent quatre-vingt-quatorze de la subdivision officielle du lot originaire No huit ($\frac{1}{2}$ N.-O. 8-294), au plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, cet emplacement contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent trente-pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et étant borné en front par la rue Saint-Denis, en arrière par une ruelle, d'un côté au sud est par le résidu du dit lot No deux cent quatre-vingt-quatorze de la subdivision du lot No huit, de l'autre côté au nord-ouest par le lot No 293 de la subdivision du dit lot No 8—avec une maison et bâtiments érigés sur le dit emplacement et avec les servitudes actives et passives s'y rattachant, notamment le droit de passage dans ladite ruelle en commun avec ceux qui peuvent y avoir droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 11 juin 1917. 2885—24-2
[Première publication, 16 juin 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ETIENNE-CHARLES
No 158. } PATRICE GUY,

notaire, tant personnellement qu'en sa qualité de curateur dûment élu en justice à Georges-Louis-Henri Guy, son frère interdit; HENRI de SALABERRY, notaire, en sa qualité de curateur dûment élu en justice à la substitution créée par le testament de Dame Julie-Félicité Schiller, et lesdits Etienne-Charles-Patrice Guy et Henri de Salaberry, ainsi que GEO.-R. LIGH-HALL, notaire, agissant tous trois en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de la succes-

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOHN McWILLIE, plain-
No. 706. } tiff; vs HARRIS TISH-
LERSON, defendant.

The lot No. 839 of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal, fronting on Saint-Dominique street—with the buildings thereon erected bearing the civic numbers 755 to 757 in said Saint-Dominique street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JULY next, at TWELVE o'clock noon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 11th June, 1917. 2884—24-2
[First publication, 16th June, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ELIZABETH MAROT,
No. 2070. } widow of Antoine Goyer,
plaintiff; vs ELIZA ST-DENIS, wife contrac-
tually separated as to property of Paul St-Denis,
and by the latter duly authorized, defendant and
TELESOPHORE DEPATIE, curator to the
surrender of property made herein.

That certain emplacement situate in the city of Montreal, being the north west half of the lot of land known and designated under the number two hundred and ninety four of the official subdivision of primitive lot number eight (N.W. $\frac{1}{2}$ of 8-294), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, said emplacement containing twenty five feet in width by one hundred and thirty feet in depth, english measure and more or less; bounded in front by Saint Denis street, in rear by a lane, on one side to the south east by the residue of said lot number two hundred and ninety four of the subdivision of lot number eight, and on the other side to the north west by the lot No. 293 of the subdivision of said lot No. 8—with a house and the buildings erected on the said emplacement together with the active and passive servitudes attached thereto, especially a right of way in the aforesaid lane in common with others having rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 11th June, 1917. 2886—24-2
[First publication, 16th June, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ETIENNE-CHARLES-PA-
No. 158. } TRICE GUY, notary,

both personally and in his quality of curator duly appointed by the Court to Georges-Louis-Henri Guy, his interdicted brother; HENRI de SALABERRY, notary, in his quality of curator duly appointed by the Court to the substitution created by the last will and testament of Dame Julie-Félicité Schiller and the said Etienne-Charles-Patrice Guy, and Henri de Salaberry and also GEO.-R. LIGH-HALL, notary, all three acting in their quality of testa-

sion de la dite Dame Julie-Félicité Schiller, demandeurs; vs ROUER ROY, défendeur.

Un lot de terre faisant partie du lot officiel No 1165, du quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal; borné en front par la rue Notre-Dame où il mesure 33 pieds et deux pouces, et en arrière par le lot officiel No 1164, où il mesure 15 pieds et deux pouces, d'un côté au nord-est par le lot officiel No 1166, où il mesure 69 pieds deux pouces, et de l'autre côté, au sud-ouest, par le résidu du dit lot officiel No 1165, où il mesure 65 pieds et 6 pouces, le tout formant une superficie de 1634 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de JUILLET rochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 11 juin 1917.

2887—24-2

[Première publication, 16 juin 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LES COMMISSAIRES
No 527. } D'ECOLES DE LA
CITE DE WESTMOUNT, corporation légale, ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires dans la cité de Westmount, dans le district de Montréal, demandeurs; vs BERNARD BERNSTEIN, défendeur.

1. L'emplacement ayant front sur l'avenue Bruce, en la cité de Westmount, composé de tout le lot de subdivision numéro 328 et de partie du lot numéro 327 de la subdivision officielle du lot numéro 941 (941-327), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant 94 pieds de largeur par 92 pieds de profondeur, la partie du lot numéro 941-327 mesurant 34 pieds de largeur par 92 pieds de profondeur et est contigue au dit lot numéro 941-328; ledit emplacement est borné en front par la susdite avenue Bruce, en arrière par le lot 941-319, au nord-ouest par la ruelle numéro 941-300, et au sud-est par le résidu dudit lot numéro 941-327, et toutes les bâtisses dessus construites.

2. L'emplacement situé en la cité de Westmount, ayant front sur l'avenue Columbia, formant la partie nord-ouest du lot numéro quatre-vingt-dix-neuf (No 99), du plan de subdivision dûment dressé et produit du lot numéro trois cent quatre-vingt-quatre (384-99), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant vingt pieds neuf pouces de largeur par cent deux pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front au sud-ouest par l'avenue Columbia, en arrière par une ruelle, au sud-est par le résidu de la dite subdivision 99, vendu à Dame Walter-E. Stanley, par acte devant le notaire Henry Fry, le 2 juin 1910, et au nord-ouest par la subdivision quatre-vingt-dix-huit.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le 20 juillet prochain, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 juin 1917.

2929—24-2

[Première publication, 16 juin 1917.]

mentary executors to the estate of the said Dame Julie-Félicité Schiller, plaintiffs; vs ROUER ROY, defendant.

That certain piece of land forming part of the official lot No. 1165 of Saint Ann's ward, of the city of Montreal; fronting on Notre Dame street, where it measures 33 feet and two inches, and in rear by official lot No. 1164, where it measures 15 feet and two inches, on the north east side by official lot No. 1166 where it measures 69 feet and two inches, and on the other side to the south west by the residue of said official lot No. 1165, where it measures 65 feet and 6 inches, the whole containing a total superficies of 1364 square feet, English measure and more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX.

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 11th June, 1917.

2888—24-2

[First publication, 16th June, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE
No. 527. } CITY OF WESTMOUNT, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Westmount, in the district of Montreal, plaintiffs; vs BERNARD BERNSTEIN, defendant.

1. That certain emplacement fronting on Bruce Avenue, in the city of Westmount, composed of the whole of sub-division lot number 328 and part of lot number 327 of the official subdivision of lot number 941 (941-327), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing 94 feet in width by 92 feet in depth, the part of lot number 941-327 containing 34 feet in width by 92 feet in depth and lies contiguous to said lot number 941-328; said emplacement is bounded in front by Bruce Avenue aforesaid; in rear by lot 941-319, to the north west by the lane number 941-300, and to the south east by the remainder of said lot number 941-327—and all the buildings thereon erected.

2. That certain emplacement situate in the city of Westmount, fronting on Columbia Avenue, forming the north westerly part of lot number ninety-nine (No. 99), on the subdivision plan duly made and fyled of lot number three hundred and eighty-four (384-99), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty feet nine inches in width by one hundred and two feet in depth, english measure and more or less; bounded in front to the south west by Columbia Avenue, in rear by a lane, to the south east by the remainder of the said subdivision 99, sold to Mrs. Walter-E. Stanley, by deed before Henry Fry, notary, on the 2nd of June, 1910, and to the north west by subdivision ninety eight.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JULY next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th June, 1917.

2930—24-2

[First publication, 16th June, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **F. X. CARDINAL**, de-
No 5148. } mandeur; vs **DELPHIS LESAGE**, défendeur.

Deux emplacements formant l'angle des rues Clarke et Atlantic, dans le quartier Laurier, de la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les subdivisions numéros treize cent quinze et treize cent seize du lot numéro onze, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis (11-1315 et 1316), contenant quarante-six pieds de largeur par soixante-dix-neuf pieds et trois pouces de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses y érigées. Les deux emplacements formant une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 juin 1917.

2931—24-2

[Première publication, 16 juin 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **JEAN LARCHEVE-**
No 4248. } **QUE**, demandeur; vs **DAME AGNES BRUNET**, veuve de Félix Paquet, tant personnellement qu'en sa qualité de légataire universelle dudit Félix Paquet, défenderesse.

Tous les droits de propriété et autres qu'elle possède dans la moitié sud-est d'un certain lot de terre sis et situé dans le quartier Laurier, de la cité de Montréal; borné en front par la rue Saint-Dominique, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-Saint-Louis, sous le numéro neuf de la subdivision officielle du lot numéro cent trente, contenant deux logements tel que divisés actuellement et avec entrée en commun avec la propriétaire de l'autre moitié nord dudit lot pour les logements du deuxième étage, le tout sujet à la division actuelle des logements de la maison mitoyenne construite sur le lot total numéro neuf, et avec toutes les servitudes actives et passives attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 juin 1917.

2933—24-2

[Première publication, 16 juin 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **JOSEPH HAYNES**, de-
No 2374. } mandeur; vs **JOSEPH-ERNEST-ZENOPHILE BENARD**, constructeur, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécuteur testamentaires de la succession de Toussaint Bénard, défendeur.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur l'avenue des Erables, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation, sous les Nos 99, 100, 101, 102, 103 et 104 et une partie du lot No 105 desdits plans, contenant, ladite partie, huit pieds de front par cent pieds de profondeur et borné comme suit: en front par ladite rue, en arrière par une ruelle d'un côté au sud-est par le lot No 104, et de l'autre côté par le résidu

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **F. X. CARDINAL**, plain-
No. 5148. } tiff; vs **DELPHIS LESAGE**, defendant.

Those two emplacements forming the corner of Clarke and Atlantic streets, in Laurier ward, of the city of Montreal, known and designated as being the subdivision numbers thirteen hundred and fifteen and thirteen hundred and sixteen of the lot number eleven, of the official plan and book of reference of the village of Côte Saint-Louis (11-1315 and 1316), containing forty six feet in depth by seventy nine feet and three inches in depth, English measure and more or less—with the buildings thereon erected. The two above emplacements forming one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JULY next, at FOUR o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th June, 1917.

2932—24-2

[First publication, 16th June, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **JEAN LARCHEVEQUE**,
No. 4248. } plaintiff; vs **DAME AGNES BRUNET**, widow of Félix Paquet, both personally and in her quality of universal legatee of said Félix Paquet, defendant.

All the rights of ownership and other rights she may have in the south east half of a certain lot of land lying and situate in Laurier ward, of the city of Montreal; bounded in front by Saint-Dominique street, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-Saint-Louis, under the number nine of the official subdivision of the lot number one hundred and thirty, containing two dwellings as now divided with a common entrance with the owner of the north half of said lot for the second story dwellings, the whole subject to the present division of the dwellings of the common house erected on the whole of lot number nine, and with all the active and passive servitudes attached to said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th June, 1917.

2934—24-2

[First publication, 16th June, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **JOSEPH HAYNES**, plain-
No. 2374. } tiff; vs **JOSEPH-ERNEST-ZENOPHILE BENARD**, builder, both personally and in his quality of testamentary, executor to the estate of Toussaint Bénard defendant.

That certain emplacement situated in the city of Montreal, fronting on Avenue des Erables, known and designated on the official plan and book of reference of the village of Côte Visitation, under the Nos. 99, 100, 101, 102, 103 and 104 and a part of lot No. 105 of said plan, containing, said part, eight feet in front by one hundred feet in depth and bounded as follows: in front by said street, in rear by a lane, on one side to the south east by the lot No. 104, and on the other

dudit lot No 105—avec les bâties duess érigées, et droit de passage dans la ruelle en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 11 juin 1917. 2935—24-2
[Première publication, 16 juin 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH GIROUX,
No 2165. } JEAN PURENNE,
tous deux bourgeois, des cité et district de
Montréal, demandeurs; vs ALFRED HETU,
des cité et district de Montréal, défendeur.

Le tiers (1-3) indivis dans les immeubles ci-après décrits:

1. Le tiers indivis d'un lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro cent vingt-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent huit (408-125), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe; borné en front par l'avenue Contrecoeur, cité de Montréal.

2. Le tiers indivis d'un lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro cent vingt-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent huit (408-126), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe; borné en front par l'avenue Contrecoeur, cité de Montréal.

3. Le tiers indivis d'un lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent vingt-un de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent huit (408-321), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe; borné en front par l'avenue Hector, cité de Montréal.

4. Le tiers indivis d'un lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent vingt-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent huit (408-322), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe; borné en front par l'avenue Hector, cité de Montréal.

5. Le tiers indivis d'un lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent vingt-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent huit (408-323), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe; borné en front par l'avenue Hector, cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 juin 1917. 2937—24-2
[Première publication, 16 juin 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME ELIZA VAL-
No 4389. } LEE, veuve de feu
Joseph Bouchard et al. *ès-qual.*, demandeurs; vs
DELLE ANNIE WHELAN, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Jacques, dans le quartier Saint-Henri, de la cité de Montréal, contenant cinquante-et-un pieds et six pouces de largeur sur cent soixante et dix pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins,—avec les maisons et autres dépendances

side by the residue of said lot No. 105—with the buildings thereon erected and a right of way in the lane in rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 11th June, 1917. 2936—24-2
[First publication, 16th June, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH GIROUX, JEAN
No. 2165. } PURENNE, both gentle-
men, of the city and district of Montreal, plain-
tiffs; vs ALFRED HETU, of the city and district
of Montreal, defendant.

The undivided third (1-3) in the immoveables hereinafter described:

1. The undivided third of a lot of land known and designated as being the lot number one hundred and twenty five of the official subdivision of the primitive lot number four hundred and eight (408-125), on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe; bounded in front by Contrecoeur Avenue, city of Montreal.

2. The undivided third of a lot of land known and designated as being the lot number one hundred and twenty six of the official subdivision of the primitive lot number four hundred and eight (408-126), on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe; bounded in front by Contrecoeur Avenue, city of Montreal.

3. The undivided third of a lot of land known and designated as being the lot number three hundred and twenty one of the official subdivision of the primitive lot number four hundred and eight (408-321), on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe; bounded in front by Hector Avenue, city of Montreal.

4. The undivided third of a lot of land known and designated as being the lot number three hundred and twenty two of the official subdivision of the primitive lot number four hundred and eight (408-322), on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe; bounded in front by Hector Avenue, city of Montreal.

5. The undivided third of a lot of land known and designated as being the lot number three hundred and twenty three of the official subdivision of the primitive lot number four hundred and eight (408-323), on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe; bounded in front by Hector Avenue, city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th June, 1917. 2938—24-2
[First publication, 16th June, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME ELIZA VALLEE,
No. 4389. } widow of the late Joseph
Bouchard et al. *ès-qual.*, plaintiffs; vs MISS
ANNIE WHELAN, defendant.

That certain emplacement fronting on Saint James street, in Saint-Henri ward, of the city of Montreal, containing fifty one feet and six inches in width by one hundred and seventy feet in depth, the whole english measure and more or less—with the houses and other dependencies thereon

dessus construites, portant les numéros 2346, 2346a, 2346b, 2346c, 2346d, 2346e, 2346f, 2346g, 2346h, 2346i, 2348, 2348a, 2348b et 2348c, de la dite rue Saint-Jacques et avec droit de passage avec tous ceux y ayant droit dans un passage qui se trouve au sud-est du dit emplacement. Cet emplacement est composé de tout le lot de terre connu et désigné sous le numéro mille six cent soixante et trois (1663), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, moins la partie d'icelui qui a été expropriée pour l'élargissement de la rue Saint-Jacques, en sorte que ce qui reste dudit lot et forme ledit emplacement est borné en front par ladite rue Saint-Jacques, telle qu'élargie, en arrière par le lot numéro mille six cent soixante et quatorze (1674), sur ledit plan du côté sud-ouest par le lot numéro mille six cent soixante et deux (1662), et du côté nord-est par le lot numéro mille six cent soixante et quatre (1664) sur le même plan.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, à MIDI ET DEMI.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 juin 1917. 2939—24-2
[Première publication, 16 juin 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALEX BREMNER,
No 68. } LIMITED, corps
politique et incorporé, ayant sa principale place
d'affaires dans les cité et district de Montréal,
demandeur; vs NAPOLEON GERMAIN, défendeur.

Un certain lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent vingt-six de la subdivision officielle du lot originaire cent soixante-treize (173-226), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, ayant front sur la rue Sheppard, cité de Montréal—avec les bâtisses et dépendances y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures ET DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 13 juin 1917. 2975—24-2
[Première publication, 16 juin 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALBERT DUROCHER
No 2766. } ET AL ES-QUAL.,
demandeurs; vs MAX DOUBILLET, défendeur.

Un terrain formant un seul et même immeuble situé au village incorporé de la Côte Saint-Louis, maintenant quartier Laurier de la cité de Montréal; borné en front par la rue Clark, vers le nord-est par une ruelle (No 11-1276), vers le nord-ouest par le No (11-1296), et vers le sud-est par le No (11-1291) et connu et désigné comme étant les lots Nos 1689, 1690 et 1691 de la subdivision officielle du lot No 11 sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec toutes les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

erected, bearing the numbers 2346, 2346a, 2346b, 2346c, 2346d, 2346e, 2346f, 2346g, 2346h, 2346i, 2348, 2348a, 2348b and 2348c, in said Saint James street, and with a right of way with all others having rights therein in a lane lying at the south east of said emplacement. Said emplacement being made of the whole of the lot of land known and designated under the number one thousand six hundred and sixty three (1663), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, in the county of Hochelaga, less, the part thereof expropriated for widening Saint James street, so that what is left of said lot makes up said emplacement and bounded in front by said Saint James street, as widened, in rear by the lot number one thousand six hundred and seventy four (1674), on said plan, on the south west side by the lot number one thousand six hundred and sixty two (1662), and on the north east side of the lot number one thousand six hundred and sixty four (1664) on same plan.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JULY next, at HALF PAST TWELVE o'clock, noon hour.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th June, 1917. 2940—24-2
[First publication, 16th June, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALEX BREMNER, LI-
No 68. } MITED, a body politic
and corporate with its chief place of business in
the city and district of Montreal, plaintiff; vs
NAPOLEON GERMAIN, defendant.

That certain lot of land known and designated as being the lot number two hundred and twenty six of the official subdivision of original lot number one hundred and seventy three (173-226), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, fronting on Sheppard street, city of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 13th June, 1917. 2976—24-2
[First publication, 16th June, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALBERT DURO-
No 2766. } CHER ET AL, ES-
QUAL., plaintiffs; vs MAX DOUBILLET, defend-
ant.

That certain parcel of land forming one single immoveable situated in the incorporated village of Cote Saint-Louis, now Laurier ward, of the city of Montreal; bounded in front by Clark street, on the north east by a lane (No. 11-1276), on the north west by the No. (11-1296) and on the south east by the No. (11-1291) and known and designated as being the lots Nos. 1689, 1690 and 1691 of the official subdivision of the lot No. 11, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint-Louis—with all the buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT ET UNIEME jour de JUILLET prochain, à MIDI.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 13 juin 1917. 2977—24-2
[Première publication, 16 juin 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **M**TRES DUSSAULT
No 259. } & CIE, avocats dis-
trayant dans une cause où EPHREM-GIO-
VANNI HURTUBISE, marchand, des cité et
district de Montréal, et y faisant affaires seul sous
la raison sociale de "Eastern Canning Company"
société non enregistrée, était débiteur; et "THE
KING PAPER BOX COMPANY, LIMITED",
corps politique et incorporé, ayant son principal
bureau d'affaires dans la cité de Maisonneuve
district de Montréal, était créancière.

Comme appartenant au débiteur, Ephrem-Giovanni Hurtubise:

Le lot de terre connu et désigné comme étant
le No 55, sur les plan et livre de renvoi officiels de
Chambly canton; borné en front par la rue
Bourgogne—et avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Chambly canton, le DIX-
NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à
ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 13 juin 1917. 2979—24-2
[Première publication, 16 juin 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **T**HE TRUST & LOAN
No 1257. } COMPANY OF
CANADA, corporation légalement constituée,
ayant sa principale place d'affaires pour la pro-
vince de Québec, dans les cité et district de
Montréal, demanderesse; vs GORDIEN COUR-
VILLE, défendeur; et L.-A. Bédard, curateur
au délaissement.

Le lot connu et désigné sous le No mille neuf
cent trente-trois de la subdivision du lot originaire
No cent quarante-huit (1933-148), aux plan et
livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga,
ayant front sur la rue Ontario-Est, en la cité de
Montréal—avec les bâtisses dessus érigées et un
droit de passage en commun avec d'autres y
ayant droit, dans la ruelle en arrière dudit lot
et connu sous le numéro mille neuf cent trente-
cinq de la subdivision du lot originaire No cent
quarante-huit (1935-148), auxdits plan et livre
de renvoi officiels.

Avis est par les présentes donné que la vente
de l'immeuble ci-haut décrit, qui a eu lieu à mon
bureau, en la cité de Montréal, le 27 octobre der-
nier, aura lieu de nouveau à mon bureau, en la
cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour
de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

A la folle enchère de George-W. Parent, le
ci-devant adjudicataire, suivant jugement de
l'honorable juge Allard, daté le 8 janvier 1917.

Un dépôt de \$400.00 sera exigé de tout enché-
risseur avant de recevoir son enchère, suivant

on the TWENTY FIRST day of JULY next, at
TWELVE o'clock noon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 13th June, 1917. 2978—24-2
[First publication, 16th June, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **M**TRES DUSSAULT &
No. 259. } CIE, advocates dis-
tracting for costs in a cause in which EPHREM-
GIOVANNI HURTUBISE, merchant, of the
city and district of Montreal, and there carrying
on business alone under the firm name of Eastern
Canning Company, a firm not registered, was
debtor; and THE KING PAPER BOX COM-
PANY, LIMITED, a body politic and corporate
with its principal place of business in the city of
Maisonneuve, district of Montreal, was creditor.

As belonging to the said debtor, Ephrem-Giovanni Hurtubise:

The lot of land known and designated as
being the No. 55, on the official plan and book of
reference of Chambly township; bounded in
front by Bourgogne street — and with the
buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Chambly township, on the NINE-
TEENTH day of JULY next, at ELEVEN
o'clock, in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 13th June, 1917. 2980—24-2
[First publication, 16th June, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **T**HE TRUST & LOAN
No. 1257. } COMPANY OF
CANADA, a body politic and corporate, duly
incorporated, having its chief place of business
for the Province of Quebec, in the city and
district of Montreal, plaintiff; vs GORDIEN
COURVILLE, defendant; and L.-A. Bédard,
curator to the surrender of property made herein.

That certain lot known and designated under
the number one thousand nine hundred and
thirty three of the subdivision of primitive lot
number one hundred and forty eight (1933-148),
on the official plan and book of reference of Hoche-
laga village, fronting on Ontario street East, in the
city of Montreal—with the buildings thereon
erected and a right-of-way in common with others
having rights therein, in the lane at the rear of
said lot and known under the number one thou-
sand nine hundred and thirty five of the subdivi-
sion of primitive lot number one hundred and
forty eight (1935-148), on said official plan and
book of reference.

Notice is hereby given that the above described
immoveable which was sold at my office, in the
city of Montreal, on the 27th day of October last,
will again be sold at my office, in the city of
Montreal, on the TWENTY FIRST day of
JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

For the false bidding of George-W. Parent, the
adjudicataire at previous sale, pursuant to a
judgment of the Honourable Justice Allard,
dated the 8th January, 1917.

A deposit of \$400.00 shall be exacted from
each and every bidder before the acceptance of

jugement de l'honorable juge Archibald, daté le 16 janvier 1917.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.
Montréal, 13 juin 1917. 2981
[Première publication, 16 juin 1917.]

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS**

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **FRANÇOIS-REGIS VI-**
No 29c. } **NET ET PIERRE-**
HENRI DUFRESNE, curateurs aux biens de
BERNARD DAMIENS ET J.-HORACE DA-
VID, faillis, **ET ALFRED LAPOINTE ET AL**,
requérants.

Un immeuble désigné sous le numéro trois cent vingt-six de la subdivision officielle du lot de terre numéro trois cent trente-neuf (339-326), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec ensemble les constructions y érigées et portant les numéros 803 et 805 de l'avenue Mont-Royal-Est.

Un autre emplacement sis avenue Mont-Royal-Est, à Montréal, et désigné comme étant la plus grande partie du lot de terre numéro trois cent trente-neuf de la subdivision du lot de terre numéro trois cent trente-neuf (339-339), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-treize pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, et borné en front par le résidu du même lot, qui a été exproprié pour l'élargissement de l'avenue Mont-Royal-Est, par la corporation de la cité de Montréal, en profondeur par une ruelle, d'un côté par partie du lot de terre numéro trois cent trente-huit, de la même subdivision officielle, et de l'autre côté par partie du lot numéro trois cent quarante, aussi de la même subdivision officielle—avec ensemble les constructions y érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures ET DEMIE du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.
Montréal, 13 juin 1917. 2983—24-2
[Première publication, 16 juin 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE ELITE HAT MA-**
No 1518. } **NUFACTURING**
COMPANY, LIMITED, corporation légale,
ayant son bureau-chef et sa principale place
d'affaires dans la cité et le district de Montréal,
en liquidation et dûment autorisée aux présentes
procédures par jugement de la cour supérieure,
demanderesse; vs **W.-F. Tigh**, défendeur.

Les deux lots de terre situés au "Back River Park", dans la paroisse du Sault-au-Récollet, ayant front sur l'avenue Peloquin et portant les numéros deux cent soixante-huit et deux cent soixante-neuf de la subdivision du lot numéro deux cent vingt-huit, des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse du Sault-au-Récollet, dans le comté d'Hochelaga, chacun desdits lots de subdivision mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, les deux dits lots étant contigus l'un à l'autre, et comme tels

his bid, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Archibald, dated the 16th January, 1917.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 13th June, 1917. 2982
[First publication, 16th June, 1917.]

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS**

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **FRANÇOIS-REGIS VI-**
No. 29c. } **NET AND PIERRE-**
HENRI DUFRESNE, curators to the property
of **BERNARD DAMIENS AND J.-HORACE**
DAVID, insolvents, **AND ALFRED LAPOINTE**
ET AL, petitioners.

That certain immoveable designated under the number three hundred and twenty six of the official subdivision of the lot of land number three hundred and thirty nine (339-226), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis—together with the constructions erected thereon and bearing the numbers 803 and 805 in Mont-Royal Avenue East.

Another emplacement lying and situate on Mont Royal Avenue East, at Montreal, and designated as being the larger portion of the lot of land number three hundred and thirty nine of the subdivision of the lot of land number three hundred and thirty nine (339-339), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, measuring twenty five feet in width by ninety three feet in depth, more or less, english measure: bounded in front by the residue of same lot, which was expropriated for widening Mont-Royal Avenue East, by the Montreal City Corporation, in depth by a lane, on one side by part of the lot of land number three hundred and thirty eight, of same official subdivision, and on the other side by part of the lot number three hundred and forty, also of the same official subdivision—together with the constructions thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of JULY next, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 13th June, 1917. 2784—24-2
[First publication, 16th June, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE ELITE HAT MA-**
No. 1518. } **NUFACTURING**
COMPANY, LIMITED, a body politic and
corporate, having its head office and principal
place of business in the city and district of
Montreal, now in liquidation and duly authorized
by a judgment of the Superior Court to take the
present proceedings, plaintiff; vs **W.-F. TIGH**,
defendant.

Those two certain lots of land situate at the Back River Park, in the parish of Sault-au-Récollet, fronting on Peloquin Avenue, bearing the numbers two hundred and sixty eight and two hundred and sixty nine of the subdivision of lot number two hundred and twenty eight, upon the official plan and book of reference of the said parish of Sault-au-Récollet, in the county of Hochelaga, each of said subdivision lots containing twenty five feet in width by one hundred and five feet in depth, english measure and more or less, said two lots being contiguous to each

forment un emplacement borné comme suit: en front au nord-est par une rue ou un chemin public large de soixante pieds connu sous le nom d'avenue Peloquin, devant toujours être affecté comme tel à l'usage du public, et en arrière par une ruelle dont le débiteur a droit de se servir en commun avec d'autres y ayant droit, d'un côté vers le nord-ouest par le lot de subdivision 228-270, et de l'autre côté au sud-est par le lot de subdivision No 228-267—avec la maison dessus construite portant le numéro civique 6274 de l'avenue Peloquin.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures et DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 13 juin 1917. 2761—23-2
[Première publication, 9 juin 1917 est nulle.]
[Première publication, 16 juin 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH-TELESPHORE
No 3163. } BISSEON ET AL, de-
mandeurs; vs ARMAND PAYAN, défendeur.

Un emplacement situé au coin des rues DeMontigny-Est et Parthenais, en la cité de Montréal, connu et désigné comme lot numéro mille quatre cent quatre-vingt-quinze, subdivision sept (1495-7), sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 22 mai 1917. 2565—21-2
[Première publication, 26 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } MTRES SMITH ET AL,
No 1070. } avocats distrayants
pour frais dans une cause dans laquelle James Carruthers Company, limited, corporation légale, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans la cité et le district de Montréal, était demanderesse; et E.-A. SCHMIDT, défendeur.

Saisie comme appartenant audit défendeur:

La moitié indivise d'un emplacement situé dans la ville de Saint-Lambert, dans le district de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-cinq (185), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, de forme irrégulière; borné en front, au nord-est, par le chemin de la montée Tiffin; en arrière, au sud-ouest, et d'un côté, au nord-ouest, par le lot officiel numéro cent soixante et un (161), et de l'autre côté, au sud-est, partiellement par le numéro cent quatre-vingt-six (186) et partiellement par le numéro cent quatre-vingt-sept (187), dudit plan officiel et comprise dans les limites suivantes: depuis un point sur le chemin de la montée Tiffin, au coin nord dudit emplacement; de là, vers le sud-est, le long du chemin de la montée Tiffin, une distance de trois cent quarante et un pieds; de là, vers l'ouest, le long de la ligne de démarcation desdits lots numéros cent quatre-vingt-cinq (185) et cent quatre-vingt-six (186) une distance de deux cent treize pieds; de là, vers le sud, sur la

other, and as such forming a block of land bounded as follows: in front to the north east by a public road or street of sixty feet in width known as Peloquin Avenue, and for ever to remain as such for the use of the public, and in rear by a lane to the use of which the debtor has the right in common with others having rights therein, on one side to the north west by lot subdivision 228-270, and on the other side to the south east by lot subdivision No. 228-267—with the house thereon erected, bearing civic number 6274 Peloquin Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JULY next, at HALF past ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 13th June, 1917. 2762—23-2
[First publication, 9th June, 1917 is null.]
[First publication, 16th June, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH-TELESPHORE
No. 3163. } BISSEON ET AL, plain-
tiff; vs ARMAND PAYAN, defendant.

That emplacement situated at the corner of DeMontigny-East and Parthenais streets, in the city of Montreal, known and designated as being the lot number one thousand four hundred and ninety five, subdivision seven (1495-7), on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of the city of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 22nd May, 1917. 2566—21-2
[First publication, 26th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MTRES SMITH ET AL,
No. 1070. } advocates distract-
ing for costs in a certain cause wherein James Carruthers Company, Limited, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, was plaintiff; and E.-A. SCHMIDT, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The undivided half in that certain emplacement situate in the town of Saint Lambert, in the district of Montreal, known and designated as lot number one hundred and eighty five (185), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil, of irregular figure; bounded in front, to the north east, by the road Montée Tiffin, in rear, to the south west, and on one side, to the north west, by official lot number one hundred and sixty one (161), and on the other side, to the south east, partly by one hundred and eighty six (186) and partly by number one hundred and eighty seven (187), on said official plan and comprised within the following limits: starting at a point on the Montée Tiffin, at the north corner of said emplacement, thence south easterly along the Montée Tiffin road, a distance of three hundred and forty one feet; thence westerly along the line of division between the said lots numbers one hundred and eighty five (185) and one hundred and eighty six (186), a distance of two hundred and

dite ligne de démarcation, une distance de quatre-vingt-un pieds; de là, à l'ouest, en suivant la ligne de séparation desdits lots numéros cent quatre-vingt-cinq (185) et cent quatre-vingt-sept (187), une distance de quarante pieds et quatre pouces; de là, vers le nord-ouest, en suivant la ligne de séparation desdits lots numéros cent quatre-vingt-cinq et cent soixante et un (185 et 161), une distance de trois cent vingt-trois pieds et trois pouces; de là, vers le nord-est, sur la même ligne de séparation, une distance de cent soixante-quatorze pieds et dix pouces jusqu'au point de départ; ledit emplacement mesurant une superficie totale de soixante-sept mille trois cent quatre pieds.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 22 mai 1917.

2561—21-2

[Première publication, 26 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ONESIME DAGENAIS**,
No 3206. } bourgeois, de la paroisse de Saint-Elzéar-de-Laval, dans le district de Montréal, demandeur; vs **MEDERIC BETOURNAY** et **RODRIGUE BETOURNAY**, tous deux des cité et district de Montréal, conjointement et solidairement, défendeurs.

1. Un lopin de terre situé en la cité de Montréal; borné en front par la rue Duquesne, connu et désigné comme étant la subdivision officielle No 511 du lot originaire No 29, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le comté d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus construites, appartenant au dit Rodrigue Bétournay;

2. Un lopin de terre situé en la cité de Montréal; borné en front par la rue Duquesne, connu et désigné comme étant la subdivision officielle No 550 du lot originaire No 29, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le comté d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus construites, appartenant au dit Médéric Bétournay;

3. Un lopin de terre situé en la cité de Montréal; borné en front par la rue Duquesne, connu et désigné comme étant la subdivision officielle No 551 du lot originaire No 29, des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le comté d'Hochelaga—avec toutes les bâtisses dessus construites, appartenant audit Médéric Bétournay.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 22 mai 1917.

2563—21-2

[Première publication, 26 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **JOSEPH-HENRI OLIVIER**,
No 1157. } notaire, demandeur; vs **G-EMILE DEPOCAS**, avocat, défendeur.

Le tiers indivis de six lots de terre connus et désignés comme étant les subdivisions 262, 263, 264, 265, 266 et 267 du lot officiel numéro 38, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de

thirteen feet; thence southerly along the said line of division, a distance of eighty one feet; thence westerly along the line of division between said lots numbers one hundred and eighty five (185) and one hundred and eighty seven (187), a distance a forty feet four inches; thence north westerly along the line of division between said lots numbers one hundred and eighty five and one hundred and sixty one (185 and 161), a distance of three hundred and twenty three feet three inches; thence north easterly along the same line of division, a distance of one hundred and seventy four feet ten inches to the point of beginning; said emplacement containing a total superficial area of sixty seven thousand three hundred and four feet.

To be sold at the registry office for the county of Chambly, at Longueuil, on the TWENTY NINTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 22nd May, 1917.

2562—21-2

[First publication, 26th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ONESIME DAGENAIS**,
No. 3206. } gentleman, of the parish of Saint-Elzéar-de-Laval, in the district of Montreal, plaintiff; vs **MEDERIC BETOURNAY** and **RODRIGUE BETOURNAY**, both of the city and district of Montreal, jointly and severally, defendants.

1. That parcel of land situated in the city of Montreal; fronting on Duquesne street, known and designated as being the official subdivision No. 511 of primitive lot No. 29, on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, in the county of Hochelaga—with the buildings thereon erected, belonging to said Rodrigue Bétournay.

2. That parcel of land situated in the city of Montreal; fronting on Duquesne street, known and designated as being the official subdivision No. 550 of primitive lot No. 29, on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, in the county of Hochelaga—with the buildings thereon erected, belonging to said Médéric Bétournay.

3. That parcel of land situated in the city of Montreal; fronting on Duquesne street, known and designated as being the official subdivision No. 551 of primitive lot No. 29, on said official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, in the county of Hochelaga—with all the buildings thereon erected, belonging to said Médéric Bétournay.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of JUNE next, at TWELVE o'clock.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 22nd May, 1917.

2564—21-2

[First publication, 26th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **JOSEPH-HENRI OLIVIER**,
No. 1157. } notary, plaintiff; vs **G-EMILE DEPOCAS**, advocate, defendant.

The undivided third part of six lots of land known and designated as being the subdivisions 262, 263, 264, 265, 266 and 267 of official lot number 38, on the official plan and book of

Montréal, contenant, les trois premiers lots chacun vingt-sept pieds de front et les trois derniers chacun vingt-huit pieds de front, par une profondeur commune de quatre-vingt-treize pieds, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage en commun dans une ruelle située en arrière des dits lots, lesquels lots sont situés à l'encoignure sud-ouest des rues Van Horne et Davaar, en la ville d'Outremont.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à MIDI.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 22 mai 1917. 2569—21-2
[Première publication, 26 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME ANNIE PROULX, épouse contractuellement séparée de biens de Louis-Honorius Dufault, manufacturier, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs DAME GEORGIANA CONNOLLY, veuve de feu Joseph Godbout, fils, et maintenant épouse séparée de biens de Irénée-A. Amyot, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et al, es-qual., défendeurs es-qualité, et TELESPORE DEPATIE, curateur au délaissement.

Deux lots de terre situés dans la cité de Montréal, rue Brown, connus et désignés comme étant la subdivision No 1992 du lot numéro 148 et la ré-subdivision No 3 de la subdivision 1991 dudit lot No 148 (148-1992, 148-1991-3), des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, contenant vingt-six pieds et quatre-dixièmes de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées et droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec d'autres y ayant droit; le tout saisi en bloc et à être vendu en bloc, suivant jugement de l'honorable juge Bruneau, daté le 7 mai 1917.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 22 mai 1917. 2571—21-2
[Première publication, 26 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } MONTREAL ABAT-TOIRS LIMITED, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs S. ARNOVITZ, défendeur.

1. Un emplacement situé à "Melrose Lawn", ayant front sur l'avenue Melrose, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme la subdivision deux cent trente-six du lot No cent soixante-quatorze (174-236), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant 25 pieds de largeur par 95 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec d'autres y ayant droit;

2. Un emplacement situé à "Melrose Lawn", ayant front sur l'avenue Melrose, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme la subdivision deux cent trente-sept du lot numéro cent soixante-quatorze (174-237), des plan et livre de

reference of the parish of Montreal, containing the first three lots each twenty seven feet in front, and the last three lots each twenty eight feet in front by a common depth of ninety three feet, english measure and more or less, with a right of way in common with others in the lane situate at the rear of said lots, which lots are situated at the south west corner of Van Horne and Davaar streets, in the town of Outremont.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at TWELVE o'clock noon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 22nd May, 1917. 2570—21-2
[First publication, 26th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME ANNIE PROULX, No. 1502. } wife separated as to property by marriage contract of Louis-Honorius Dufault, manufacturer, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff; vs DAME GEORGIANA CONNOLLY, widow of the late Joseph Godbout, junior, and now wife separated as to property of Irénée-A. Amyot, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, et al, es-qual., defendants es-qualité, and TELESPORE DEPATIE, curator to the surrender.

Two lots of land situate in the city of Montreal, Brown street, known and designated as being the subdivision No. 1992 of the lot number 148 and the resubdivision No. 3 of the subdivision 1991 of the said lot No. 148 (148-1992, 148-1991-3), on the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, containing twenty six feet and four tenths in width by eighty feet in depth, english measurement, and more or less—with the buildings thereon erected and right of way in the lane to the rear in common with others having right therein the whole seized in block and to be sold in block according to judgment of the Honorable Judge Bruneau, dated the 7th May, 1917.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 22nd May, 1917. 2572—21-2
[First publication, 26th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MONTREAL ABAT-TOIRS LIMITED, a body politic and corporate, with its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs S. ARNOVITZ, defendant.

1. An emplacement situate at "Melrose Lawn", fronting on Melrose Avenue, in the city of Montreal, known and designated as the subdivision two hundred and thirty six of the lot number one hundred and seventy four (174-236), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing 25 feet in width by 95 feet in depth, english measurement, more or less, with right of way in the lane to the rear in common with others having right therein;

2. An emplacement situate at "Melrose Lawn", fronting on Melrose Avenue in the city of Montreal, known and designated as the subdivision two hundred and thirty seven of the lot number one hundred and seventy four (174-237) on the

renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant 25 pieds de largeur par 95 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec d'autres y ayant droit;

3. Un emplacement ayant front sur la rue Henri-Julien, dans la dite cité de Montréal, connu et désigné comme la subdivision No deux cent quarante-neuf de la subdivision officielle du lot No neuf cent trois (903-249), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal, contenant 25 pieds de largeur par 75 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus construites, et avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec d'autres y ayant droit.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 22 mai 1917.

2575—21-2

[Première publication, 26 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:

No 4091. } DAME JANE KIDD, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Thomas Hastings, et par ce dernier dûment autorisée, demanderesse; vs OSIAS-L. KORNER ET AL, défendeurs, et JOSEPH RICHARD, mis-en-cause, et L.-A. BEDARD, curateur au délaissement dudit mis-en-cause.

Saisi comme appartenant audit mis-en-cause, Joseph Richard.

Le lot de terre maintenant connu sous le numéro huit cent quatre (804), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, mesurant environ trente-six pieds de largeur par cent quarante-huit pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins; borné en front par le boulevard Saint-Laurent, et en arrière par la rue Saint-Dominique—avec les bâtisses portant les numéros civiques 745, 747 et 749 du boulevard Saint-Laurent, ainsi que les Nos 744 et 750 de la rue Saint-Dominique, et autres structures dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 22 mai 1917.

2577—21-2

[Première publication, 26 mai 1917.]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour de circuit.—District de Nicolet.

Nicolet, à savoir:

No 122. } LA VILLE DE NICOLET, corps politique dûment incorporé, ayant son principal bureau et place d'affaires dans la ville de Nicolet, dans le district de Nicolet, demanderesse; vs HERMANN GADBOIS, peintre, de la ville de Nicolet, défendeur.

Comme appartenant au défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

Un terrain ou emplacement situé en la ville de Nicolet, sur le côté sud de la rue Panet, faisant

official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing 25 feet in width by 95 feet in depth, english measurement, more or less, with right of way in the lane to the rear in common with others having right therein;

3. An emplacement fronting on Henri-Julien street in the city of Montreal, known and designated as the subdivision number two hundred and forty nine of the official subdivision of the lot number nine hundred and three (903-249), on the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal, containing 25 feet in width by 75 feet in depth, english measurement, more or less—with all the buildings thereon erected and with right of way in the lane to the rear in common with others having right therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 22nd May, 1917.

2576—21-2

[First publication, 26th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit:

No. 4091. } DAME JANE KIDD, wife separate as to property by marriage contract of Thomas Hastings, and by the latter duly authorized, plaintiff; vs OSIAS-L. KORNER ET AL, defendants and JOSEPH RICHARD, mis-en-cause, and L.-A. BEDARD, curator, to the delaissement of the said mis-en-cause.

Seized as belonging to the said mis-en-cause, Joseph Richard:

That certain lot of land now known as number eight hundred and four (804), on the official plan and book of reference of the SaintLouis ward, in the city of Montreal, containing about thirty six feet in width by one hundred and forty eight feet in depth, english measure, and more or less; bounded in front by Saint Lawrence Boulevard, and in rear by Saint Dominique street—and with the buildings bearing the civic numbers 745, 747 and 749 of Saint Lawrence Boulevard, and Nos. 744 and 750 of Saint Dominique street and other erections thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 22nd May, 1917.

2578—21-2

[First publication, 26th May, 1917.]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Circuit Court.—District of Nicolet.

Nicolet, to wit:

No. 122. } THE TOWN OF NICOLET, a body politic and corporate duly incorporated, having its chief place of business and head office in the town of Nicolet, district of Nicolet, plaintiff; vs HERMANN GADBOIS, painter, of the town of Nicolet, defendant.

As belonging to the aforesaid defendant, the following immoveable, namely:

That certain lot of land or emplacement situated in the town of Nicolet, on the south side of

partie du lot de terre portant le numéro trois cent soixante-et-quatre (364), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la ville de Nicolet, de la contenance de cinquante pieds de front sur quarante-deux pieds de profondeur, le tout plus ou moins, et tel que actuellement enclos; borné devant par ladite rue Panet, derrière par les héritiers de feu N.-H. Bellerose, joignant du côté sud-ouest à Omer Camirand, et du côté nord-est à Théophile Côté—avec une maison et autres bâties dessus érigées, à la charge d'une rente annuelle et foncière de cinq piastres grevant ledit immeuble, payable le 29 septembre de chaque année aux héritiers de feu Norbert-H. Bellerose, en son vivant cultivateur, de Nicolet.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, comté de Nicolet, LUNDI, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain 1917, à DIX heures du matin.

Le shérif,

J.-H.-O. HEBERT.

Bureau du shérif.

Nicolet, 12 juin 1917.

2967—24-2

[Première publication, 16 juin 1917.]

Panet street, forming part of the lot of land bearing the number three hundred and sixty four (364), on the official cadastre of the county of Nicolet, for the town of Nicolet, containing fifty feet in front by forty two feet in depth, the whole more or less, and as presently fenced in; bounded in front by said Panet street, in rear by the heirs of the late N.-H. Bellerose, on the south west side by Omer Camirand, and on the north east side by Théophile Côté—with a house and other buildings thereon erected, subject to an annual ground rent of five dollars charging said immovable, payable the 29th September of every year to the heirs of the late Norbert-H. Bellerose, in his lifetime farmer, of Nicolet.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, county of Nicolet, on MONDAY, the TWENTY THIRD day of JULY next, 1917, at TEN o'clock in the forenoon.

J.-H.-O. HEBERT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Nicolet, 12th June, 1917.

2968—24-2

[First publication, 16th June, 1917.]

OTTAWA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir: } A DOLPHE ST-AMOUR,
No 1294-204. } demandeur et intimé;
vs ARISTIDE-M. LAPIERRE, défendeur et
appelant, et WRIGHT & TALBOT, procureurs
distrayant.

Saisis comme appartenant au dit demandeur et
intimé, à savoir:

Les lots numéros douze B et douze A (12b et
12a) du sixième rang du canton de Portland-Est,
dans le district d'Ottawa, aux plan et livre de
renvoi officiels dudit canton de Portland-est—
avec toutes les bâties dessus construire.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement
du village de Papineauville, le DIX-SEPTIEME
jour de JUILLET prochain, à DIX heures de
l'avant-midi.

Le shérif,

C.-M. WRIGHT.

Bureau du shérif.

Hull, 7 juin 1917.

2927—24-2

[Première publication, 16 juin 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit: } A DOLPHE ST-AMOUR,
Nos. 1294-204. } plaintiff and respondent;
vs ARISTIDE-M. LAPIERRE, defendant and
appellant, and WRIGHT & TALBOT, attorneys
for distraiction.

Seized as belonging to said plaintiff and respon-
dent, to wit:

The lots numbers twelve B and twelve A
(12b and 12a) of the sixth range of the township
of Portland-East in the district of Ottawa,
according to the official plan and book of refer-
ence of the said township of Portland-East—with
all the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the village of
Papineauville, on the SEVENTEENTH day of
JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

C.-M. WRIGHT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Hull, 7th June, 1917.

2928—24-2

[First publication, 16th June, 1917.]

PONTIAC

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Dans la cour supérieure.

Province de Québec, } CHARLES LABINE,
District de Pontiac. } demandeur; vs
No 1646. } IGNAS LAROCHE,
défendeur.

Un certain lot situé dans le village de Fort-
Coulange, dans le comté de Pontiac, contenant
soixante pieds de largeur par cent quatre-vingt-
dix pieds de profondeur, connu et désigné comme
étant partie du lot numéro un du rang A du
canton de Mansfield, dans ledit comté de Pon-
tiac; et borné en front par le chemin Grand
Marais, en arrière et du côté est par le résidu du
dit lot numéro un, et du côté ouest par la pro-

PONTIAC

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
In the Superior Court.

Province of Quebec, } CHARLES LABINE,
District of Pontiac. } plaintiff; vs
No. 1646. } LAROCHE, defendant.

A certain lot situate in the village of Fort-
Coulange, in the county of Pontiac, containing
sixty feet in width by one hundred and ninety
feet in length, known and designated as being part
or portion of lot number one of Range A, of the
township of Mansfield, in the said county of
Pontiac; and bounded in front by the Grand
Marais road, in rear and on the east side by the
remainder of said lot number one, and on the west

priété de Harmidas Labine—avec toutes les bâtisses et appartenances y appartenant.

Pour être vendu au bureau du registraire pour le comté de Pontiac, dans le village de Bryson, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN 1917, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

BERNARD-J. SLOAN.

Bureau du shérif.

Bryson, 22 mai 1917.

2595—21-2

[Première publication, 26 mai 1917.]

side by the property of Harmidas Labine—with all the buildings and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the Registrar's office for the county of Pontiac, in the village of Bryson, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE, 1917, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD-J. SLOAN,

Sheriff.

Sheriff's office,

Bryson, 22nd May, 1917.

2596—21-2

[First publication, 26th May, 1917.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Cour de circuit.

Québec, à savoir: } P. T. LEGARE, LIMITE, No 6318. } P. TEE, corporation légale, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec; contre PIERRE GIGNAC, père, de la cité de Québec, à savoir:

Le lot No 800 (huit cents), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur-de-Québec, étant un emplacement situé sur la rue Kirouac—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$5.00, payable le 29 septembre en faveur de la succession Boisseau et Edouard Picher.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 14 juin 1917.

2969—24-2

[Première publication, 16 juin 1917.]

[Deuxième publication, 30 juin 1917.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } DANS une cause où Dame No 2917. } BELZEMIRE BIDÉGARÉ, de Québec, veuve de Elie Depeyre, en son vivant de Québec, mégissier, est demanderesse; vs JOSEPH-LEON LACHANCE, de Québec, marchand, défendeur; et EMILE ALIAS ELIE DEPEYRE, employé civil, JULES DEPEYRE, mégissier, ALPHONSINE DEPEYRE, fille majeure usant de ses droits, MELANIE DEPEYRE, fille majeure usant de ses droits, ROMEO DEPEYRE, étudiant en loi, et LOUIS DEPEYRE, voyageur de commerce, tous de la cité de Québec, demandeurs, reprenant l'instance, les dits demandeurs contre ledit Joseph-Léon Lachance, défendeur, à savoir:

La subdivision No 35 (trente-cinq) du lot No 4368 (quatre mille trois cent soixante et huit) du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté ouest de l'avenue Cartier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le SIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 31 mai 1917.

2691—22-2

[Première publication, 2 juin 1917.]

[Deuxième publication, 16 juin 1917.]

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Quebec, to wit: } P. T. LEGARE, LIMITE, No. 6318. } P. TEE, a body politic and corporate, duly incorporated, with its chief place of business in the city of Quebec; against PIERRE GIGNAC, senior, of the city of Quebec, to wit:

The lot 800 (eight hundred), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur-de-Québec, being an emplacement situated on Kirouac street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$5.00, payable the 29th September, in favor of Boisseau estate and Edouard Picher.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTIETH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 14th June, 1917.

2970—24-2

[First publication, 16th June, 1917.]

[Second publication, 30th June, 1917.]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } IN a cause wherein Dame No. 2917. } BELZEMIRE BIDÉGARÉ, of Quebec, widow of Elie Depeyre, in his lifetime of Quebec, tawer, is Plaintiff; vs JOSEPH-LEON LACHANCE, of Quebec, merchant, defendant; and EMILE ALIAS ELIE DEPEYRE, civil employee, JULES DEPEYRE, tawer, ALPHONSINE DEPEYRE, spinster in the full exercise of her civil rights, MELANIE DEPEYRE, spinster in the full exercise of her civil rights, ROMEO DEPEYRE, student-at-law, and LOUIS DEPEYRE, commercial traveller, all of the city of Quebec, plaintiffs, in continuance of suit, the said plaintiffs against the said Joseph Léon Lachance, defendant, to wit:

The subdivision No. 35 (thirty five), of the lot No. 4368 (four thousand three hundred and sixty eight) of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Quebec, being an emplacement situated on the west side of Cartier Avenue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SIXTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 31st May, 1917.

2692—22-2

[First publication, 2nd June, 1917.]

[Second publication, 16th June, 1917.]

SAGUENAY

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Chicoutimi.

Malbaie, à savoir: } JOSEPH LEBLANC et
No 5546. } EMILE LEBLANC,
tous deux de Jonquières, y faisant affaires comme
marchands, sous le nom de "Leblanc & Frère",
demandeurs; contre MICHEL LEBLOND, de
la paroisse de Saint-Simon, défendeur.

1. Le lot numéro seize (16) du troisième rang
sud-ouest du canton Callières;

2. Un emplacement situé dans la paroisse de
Saint-Simon, rang du Port-au-Percil, sur le côté
nord du chemin, contenant un arpent de front,
plus ou moins, sur un arpent de profondeur, plus
ou moins; tenant en front au sud au chemin, du
côté est à Alfred Savard ou ses représentants, et
deux des autres côtés à Elie Tremblay ou ses re-
présentants et faisant partie du lot numéro
soixante et six (66) du cadastre officiel de ladite
paroisse de Saint-Siméon—avec les bâtisses
dessus construites, circonstances et dépendan-
ces.

Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Siméon, le VINGTIÈME jour
de JUILLET prochain, à ONZE heures de
l'avant-midi.

Le shérif,

ELIE MALTAIS.

Bureau du shérif.

Malbaie, 11 juin 1917.

2905—23-2

[Première publication, 16 juin 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Malbaie, to wit: } JOSEPH LEBLANC AND
No. 5546. } EMILE LEBLANC,
both of Jonquières, carrying on business there
as merchants, under the name of "Leblanc &
Frère", plaintiffs; against MICHEL LEBLOND,
of the parish of Saint Simon, defendant.

1. The lot number sixteen (16) of the third
south west range of Callières township;

2. That emplacement situate in the parish
of Saint Simon, range of Port-au-Percil, on the
north side of the road, containing one arpent
in front, more or less, by one arpent in depth,
more or less; bounded in front to the south by
the public road, on the east side by Alfred Savard
on his representatives, and on the remaining two
sides by Elie Tremblay of his representatives
and forming part of the lot number sixty six (66),
of the official cadastre of said parish of Saint
Siméon—with the buildings thereon erected,
circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish
of Saint Siméon, on the TWENTIETH day of
JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff.

Sheriff's office.

Malbaie, 11th June, 1917.

2906—24-2

[First publication, 16th June, 1917.]

SAINT-FRANÇOIS

SAINT-FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } DAME HEN-
No 784. } RIETTE IDA
CHAGNON dit LAROSE, de La Patrie, district
de Saint-François, veuve de Michel-Alexis Piché,
en son vivant cultivateur, du même lieu, deman-
deresse; contre HENRI COUTU, du canton de
Stoke, district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur.

Un certain terrain connu et désigné comme
étant le lot numéro dix-huit-C (18c), dans le
cinquième rang (5), sur les plan et livre de renvoi
officiels pour le canton de Stoke—avec bâtisses,
circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Philémon-de-Stoke, le DIX-
SEPTIÈME jour de JUILLET prochain 1917,
à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

HENRY AYLMEYER.

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 13 juin 1917.

2965—24-2

[Première publication, 16 juin 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-François.

Saint Francis, to wit: } DAME HENRIETTE
No. 784. } IDA CHAGNON
ALIAS LAROSE, of La Patrie, district of Saint
Francis, widow of Michel-Alexis Piché, in his
lifetime farmer, of the same place, plaintiff; vs
HENRI COUTU, of Stoke township, district
of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to said defendant.

That certain lot of land known and designated
as being the lot number eighteen C (18c), in the
fifth (5th) range, on the official plan and book
of reference for Stoke township—with the
buildings thereon, circumstances and dependen-
cies.

To be sold at the church door of the parish
of Saint-Philémon-de-Stoke, on the SEVEN-
TEENTH day of JULY next, 1917, at ELEVEN
o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMEYER,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, 13th June, 1917.

2966—24-2

[First publication, 16th June, 1917.]

SAINT-HYACINTHE

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } EMMANUEL
No 1885. } BEAULAC, de-
mandeur; contre JOSEPH GIGUERE, défendeur

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Montreal.

Saint Hyacinthe, to wit: } EMMANUEL
No. 1885. } BEAULAC, plain-
tiff; against JOSEPH GIGUERE, defendant.

Une terre située sur le rang Papineau, en la paroisse de Saint-Paul-d'Abbotsford, connue et désignée comme étant le lot numéro deux cent trente-cinq (235), aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse, mesurant soixante arpents en superficie, plus ou moins—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul-d'Abbotsford, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain (1917), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

JOS.-L. CORMIER.

Bureau du shérif.

Saint-Hyacinthe, 12 juin 1917. 2897—24-2

[Première publication, 16 juin 1917.]

A land situate on the Papineau range, in the parish of Saint-Paul-d'Abbotsford, known and designated under lot number two hundred and thirty five (235), on the official plan and book of reference of said parish, containing sixty arpents in superficies, more or less—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Paul-d'Abbotsford, on the SEVENTEENTH day of JULY next (1917), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,

Sheriff.

Sheriff's office.

Saint-Hyacinthe, 12th June, 1917.

2898—24-2

[First publication, 16th June, 1917.]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Trois-Rivières, à savoir: } **W** ILFRID-HENRI PAUZE, demandeur; vs FRANÇOIS-XAVIER BEAUSEJOUR ET AL, défendeurs.

1. Comme appartenant auxdits défendeurs, François-Xavier Beauséjour et Camille Beauséjour, comme propriétaires par indivis, savoir: un lot de terre ou emplacement situé en la paroisse de Sainte-Flore, connu et désigné comme étant le lot numéro cinquante-quatre de la subdivision du lot numéro cent trente-deux (132-54), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore—avec les bâtisses dessus construites;

2. Comme appartenant audit défendeur, F.-X. Beauséjour, savoir: un terrain situé en la ville de Grand'Mère, mesurant environ quarante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, étant tout le terrain compris dans les limites suivantes: borné en front par la rue Saint-Georges, en profondeur par le terrain de Monsieur Gélinas, d'un côté par les représentants d'un nommé Saint-Pierre, et de l'autre côté par une ruelle ou passage; le dit terrain faisant partie du lot numéro quatre-vingt-quatorze (Ptie No 94), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore.

Pour être vendus, l'immeuble en premier lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin, et l'immeuble en deuxième lieu désigné à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le même jour à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 13 juin 1917. 2997—24-2

[Première publication, 16 juin 1917.]

Nomination

No 1414—Elec.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en conseil en date du 12 juin 1917, de nommer M. Jean-Baptiste Morissette, commissaire d'écoles pour la municipalité de la cité de Québec, dans le comté de Québec. 3001

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Three Rivers, to wit: } **W** ILFRID-HENRI PAUZE, plaintiff; vs FRANÇOIS-XAVIER BEAUSEJOUR ET AL, defendants.

1. As belonging to the said defendants, François-Xavier Beauséjour and Camille Beauséjour, as undivided proprietors, to wit: a lot of land or emplacement situate in the parish of Sainte-Flore, known and designated as being the lot number fifty four of the subdivision of lot number one hundred and thirty two (132-54), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Flore—with the buildings thereon erected.

2. As belonging to the said defendant, F.-X. Beauséjour, to wit: a lot of land situate in the town of Grand'Mère, measuring about forty feet in width by one hundred feet in depth, being the whole of the territory comprised within the following limits: bounded in front by Saint-George street, in depth by the land of Mr. Gélinas, on one side by the representatives of a party named Saint-Pierre, and on the other side by a lane or passage; the said lot of land forming part of lot number ninety four (pt. No. 94), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Flore.

To be sold, the immoveable firstly described, at the church door of the parish of Sainte-Flore, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon, and the immoveable secondly described, at the church door of the parish of Saint-Paul-de-Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the same day, at ONE o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Three Rivers, 13th June, 1917. 2998—24-2

[First publication, 16th June, 1917.]

Appointment

No. 1414—Elec.

Appointment of a school commissioner.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by order-in-council, dated the 12th June, 1917, to appoint Mr. Jean-Baptiste Morissette, school commissioner for the municipality of the city of Québec, in the county of Québec. 3002

Arrêtés ministériels

Orders-in-Council

CONSEIL EXECUTIF.

COUNCIL CHAMBER.

Québec, 13 juin 1917.

Quebec, 13th June, 1917.

PRESENT: le lieutenant-gouverneur en conseil.

PRESENT: the Lieutenant-Governor in Council.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de Saint-Benoît, dans le comté de Deux-Montagnes, le dix-neuvième jour de mai 1917, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution dudit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Whereas by resolution passed by the municipal council of the village of Saint-Benoît, in the county of Two Mountains, on the nineteenth day of May, 1917, it hath been shewn to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the said Municipal Code of the province of Quebec, may be so made in the French language only without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions dudit conseil municipal du village de Saint-Benoît, dans le comté de Deux-Montagnes, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the village of Saint-Benoît, in the county of Two-Mountains, the publication of which is required by the provisions of the municipal Code of the province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

Le greffier du Conseil Exécutif,

A. MORISSET.

A. MORISSET,

Clerk Executive Council.

Publié en conformité de l'article 130 du code municipal de la province de Québec.

Published in conformity with article 130 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

2993

2994

Québec, 13 juin 1917.

Quebec, 13th June, 1917.

PRESENT: le lieutenant-gouverneur en conseil.

PRESENT: the Lieutenant-Governor in Council.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Dominique-de-Jonquières, dans le comté de Chicoutimi, le cinquième jour de mars 1917, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution dudit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Whereas by resolution passed by the municipal council of the parish of Saint-Dominique-de-Jonquières, in the county of Chicoutimi, on the fifth day of March, 1917, it hath been shewn to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the said Municipal Code of the province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions dudit conseil municipal de la paroisse de Saint-Dominique-de-Jonquières, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the parish of Saint-Dominique-de-Jonquières, in the county of Chicoutimi, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

Le greffier du Conseil Exécutif,

A. MORISSET.

A. MORISSET,

Clerk Executive Council.

Publié en conformité de l'article 130 du code municipal de la province de Québec.

Published in conformity with article 130 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

2995

2996

Lettres patentes

Letters patent

"Lachine Free-Holders, Limited."

"Lachine Free-Holders, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onzième jour de juin 1917, constituant en corporation M.M. Joseph-Paul Lamarche, avocat; Bernard Mélançon, notaire; Arthur-Théodore Côté, comptable; Charles-Joseph-Eugène Charbonneau, notaire;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1917, incorporating M.M. Joseph Paul Lamarche, advocate; Bernard Mélançon, notary; Arthur Théodore Côté, accountant; Charles Joseph Eugène Charbonneau, notary and Agenor

et Agenor-H. Tanner, avocat, de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, louage ou autrement et détenir, utiliser, améliorer, administrer, louer, vendre, aliéner et transiger sur terrains, tenements héritages, immeubles et intérêts en iceux, construire, altérer et réparer ou entretenir des bâtiments sur aucuns terrains dans lesquels la compagnie pourra être intéressée, et généralement exercer le commerce d'une corporation d'immeubles et d'améliorations,* aussi faire affaires comme courtiers d'immeubles et agents financiers;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, de la franchise, de l'achalandage, des droits et privilèges que détiennent ou dont jouissent aucune corporation, société ou personne exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux fins de la présente corporation, et les payer en parts de la compagnie, totalement ou partiellement acquittées, préférentielles ou ordinaires, en obligations, en débetures, et assumer le passif d'aucune telle personne, société ou corporation;

Faire société ou conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque, ou autrement avec aucune compagnie exerçant, se livrant à, ou sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires susceptibles d'être exercés de manière à profiter, directement ou indirectement, à la présente corporation, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, et souscrire ou autrement acquérir des parts et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les rémettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Acheter, prendre ou acquérir par souscription originale ou en échange des parts, obligations, débetures ou des autres valeurs de la présente corporation, ou autrement, et détenir, vendre ou autrement aliéner des actions, le capital ordinaire ou préférentiel, des débetures, des bons et d'autres obligations dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à celui de la présente corporation ou qui exerce aucun commerce susceptible d'être exercé de manière à profiter, directement ou indirectement, à la présente compagnie, et voter sur toutes les parts ainsi détenues par l'intermédiaire de l'agent ou des agents que les directeurs nommeront;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera, de temps à autre déterminée;

Payer à même les fonds de la corporation, ou avec le consentement des actionnaires, en actions de la compagnie, ou en numéraire et en parts, toutes les dépenses relatives à la formation, à l'organisation, à la publication et à l'obtention de la charte de la corporation, et rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus en faisant souscrire, en aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription d'aucun nombre de parts du capital-action de la compagnie, ou d'aucunes obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Payer par émission d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, aussi affecter ou employer le surplus de ses recettes ou ses profits accumulés autorisés par la loi à la création d'une réserve destinée à l'achat ou à l'acquisition de la propriété, dans la limite, de la manière et suivant les conditions que le bureau des directeurs déterminera;

H. Tanner, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise and to hold, use, improve, manage, lease, sell, dispose of and deal in lands, tenements, and hereditaments and immoveables and interests therein and to erect, alter and to repair or maintain the buildings upon any lands in which the company may have any interest, and generally to carry on the business of a real estate and improvement company, and to carry on the business of a real estate and financial agent;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchise, good-will, rights and privileges held or enjoyed by any corporation, firm or person carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company, and to pay therefor in fully paid up or partly paid up preference or ordinary shares of the company, or in bonds, debentures and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation;

To enter into partnership or any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To purchase, take or acquire by original subscription or in exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of this company or otherwise, and to hold, sell or otherwise dispose of shares, stock whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the object of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint;

To invest and deal with the money of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To pay out of the funds of the company or with the approval of the shareholders by shares in the company or by cash and shares, all expenses of or incidental to the formation, flotation, advertising and procuring the charter of the company, and to remunerate any person or company for services rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any bonds, debentures or other securities of the company;

To pay by issue of bonds, debentures or other securities as well as to use and apply its surplus earnings or accumulated profits authorized by law to be reserved to the purchased or acquisition of property, to such extent and in such manner and upon such terms as the board of directors shall determine;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou tendent à la réalisation des objets précités;

Se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation;

Distribuer aucun bien de la compagnie, en nature, à ses actionnaires;

Faire toutes les choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Lachine Free-Holders, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) parts de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de juin 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2941-24-2 C.-J. SIMARD.

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To consolidate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To distribute any of the property of the company in kind among the shareholders;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "Lachine Free-Holders, limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of June, 1917.

C.-J. SIMARD,
2942-24-2 Assistant Provincial Secretary.

Département du trésor

Treasury Department

AVIS AUX PORTEURS DE LICENCE D'AUBERGE, DE RESTAURANT ET DE MAGASIN DE LIQUEURS EN DETAIL DANS LE DISTRICT DU REVENU DE MONTREAL.

NOTICE TO HOTEL, RESTAURANT AND RETAIL LIQUOR SHOP LICENSE HOLDERS IN THE REVENUE DISTRICT OF MONTREAL.

Sous l'autorité de l'Acte 7 George V, chapitre 17, section 19, le contrôleur du revenu de la province donne avis aux porteurs de licence d'auberge, de restaurant et de magasin de liqueurs en détail dans le district du revenu de Montréal:

Under the authority of the Act 7 George V, chapter 17, section 19, the Comptroller of Provincial Revenue hereby notifies the holders of hotel, restaurant and retail liquor shop licenses in the revenue district of Montreal:

1. Qu'il a reçu une ordonnance du ministre de la milice et de la défense du Canada déclarant "zone prohibée" quatre restaurants, quatre hôtels et onze magasins de liqueurs en détail licenciés pour la vente de liqueurs enivrantes dans les environs des cours Turcot, chemin de fer Grand Tronc, Montréal, P. Q.;

1. That he has received a ruling from the Minister of Militia and Defence of Canada declaring "out of bounds" four hotels, four restaurants and eleven retail liquor shops in the vicinity of Turcot yards, Grand Trunk Railway, Montreal, P. Q.;

2. Qu'en conséquence de cette ordonnance, à compter du 21 juin 1917, il est interdit à quiconque tient une auberge, un restaurant ou un magasin pour la vente en détail de liqueurs enivrantes dans le même district de revenu, de vendre ou délivrer gratuitement aucune liqueur enivrante aux soldats ou matelots en uniforme; et, après cette date, durant la guerre actuelle, aucun porteur de licence dans ce district de revenu ne peut vendre ou délivrer gratuitement aucune liqueur enivrante aux soldats ou matelots en uniforme.

2. That, in consequence of this ruling, from and after the 21st day of June, 1917, it shall be unlawful for every holder of an hotel, restaurant or retail liquor shop license in the same revenue district, to sell or deliver gratuitously any intoxicating liquor to any soldier or sailor in uniform; and, after such date, during the present war, no holder of such license, in such revenue district, may sell or deliver gratuitously any intoxicating liquor to any soldier or sailor in uniform.

Toute personne enfreignant une disposition de la présente loi est coupable d'une offense et passible, pour la première offense, d'une amende de pas moins de cinquante piastres, ni de plus de cent piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trois mois; pour la deuxième offense, d'une amende de cent piastres au moins et de cent cinquante piastres au plus, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trois mois; et, pour la troisième offense, ou toute offense subséquente, d'une amende de trois cents piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trois mois; et s'il est trouvé coupable de cette troisième offense, ou de toute offense subséquente, la licence peut être annulée, et, dans le cours de la même année, nulle semblable licence ne doit être accordée au contrevenant, sans préjudice, quant aux porteurs de licence de magasin de liqueurs de détail, des dispositions de l'article 1077; mais si un porteur d'une licence de restaurant est trouvé coupable d'une troisième offense, sa licence est immédiatement annulée.

Any person contravening any provision of this law shall be guilty of an offense, and liable, for the first offense, to a fine of not less than fifty dollars, nor more than one hundred dollars, and, in default of payment, to imprisonment for three months; for the second offence, to a fine of not less than one hundred dollars nor more than one hundred and fifty dollars, and in default of payment, to imprisonment for three months; and, for the third offence, or any subsequent offence, to a fine of three hundred dollars, and, in default of payment, to imprisonment for three months; and upon conviction for such third offence or any subsequent offence, the license may be annulled, and during that year, no similar license shall be granted to the offender, subject, as respects holders of retail liquor shop licenses, to the provisions of article 1077; but, upon conviction for a third offence of any holder of a restaurant license, his license shall forthwith be cancelled.

Le contrôleur du revenu de la province,
2989 J.-A. BEGIN.

J.-A. BEGIN,
2990 The Comptroller of Provincial Revenue.

**AVIS AUX PORTEURS DE LICENCE D'AUBERGE,
DE RESTAURANT ET DE MAGASIN DE LIQUEURS
EN DÉTAIL DANS LE DISTRICT DU REVENU
DE QUÉBEC.**

**NOTICE TO HOTEL, RESTAURANT AND RETAIL
LIQUOR SHOP LICENSE HOLDERS IN THE REVE-
NUE DISTRICT OF QUEBEC.**

Sous l'autorité de l'acte 7 George V, chapitre 17, section 19, le contrôleur du revenu de la province donne avis aux porteurs de licence d'auberge, de restaurant et de magasin de liqueurs en détail dans le district du revenu de Québec:

1. Qu'il a reçu une ordonnance du ministre de la milice et de la défense du Canada déclarant "zone prohibée" tous les auberges, restaurants et magasins de liqueurs en détail licenciés pour la vente de liqueurs enivrantes dans la cité de Québec;

2. Qu'en conséquence de cette ordonnance, à compter du 21 juin 1917, il est interdit à quiconque tient une auberge, un restaurant ou un magasin pour la vente en détail de liqueurs enivrantes dans le même district de revenu, de vendre ou délivrer gratuitement aucune liqueur enivrante aux soldats ou matelots en uniforme; et après cette date, durant la guerre actuelle, aucun porteur de licence, dans ce district de revenu, ne peut vendre ou délivrer gratuitement aucune liqueur enivrante aux soldats ou matelots en uniforme.

Toute personne enfreignant une disposition de la présente loi est coupable d'une offense et passible, pour la première offense, d'une amende de pas moins de cinquante piastres, ni de plus de cent piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trois mois; pour la deuxième offense, d'une amende de cent piastres au moins et de cent cinquante piastres au plus, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trois mois; et, pour la troisième offense, ou toute offense subséquente, d'une amende de trois cents piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trois mois; et s'il est trouvé coupable de cette troisième offense, ou de toute offense subséquente, la licence peut être annulée, et, dans le cours de la même année, nulle semblable licence ne doit être accordée au contrevenant, sans préjudice, quant aux porteurs de licence de magasins de liqueurs de détail, des dispositions de l'article 1077; mais si un porteur d'une licence de restaurant est trouvé coupable d'une troisième offense, sa licence est immédiatement annulée.

Le contrôleur du revenu de la province,
2991 J.-A. BEGIN.

Under the authority of the Act 7 George V, chapter 17, section 19, the Comptroller of Provincial Revenue hereby notifies the holders of hotel, restaurant and retail liquor shop licenses in the revenue district of Quebec:

1. That he has received a ruling from the Minister of Militia and Defence of Canada, declaring "out of bound" all the hotels, restaurants and retail liquor shops licensed to sell intoxicating liquor in the city of Quebec;

2. That, in consequence of this ruling, from and after the 21st day of June, 1917, it shall be unlawful for every holder of an hotel, restaurant or retail liquor shop license in the same revenue district, to sell or deliver gratuitously any intoxicating liquor to any soldier or sailor in uniform; and, after such date, during the present war, no holder of such license, in such revenue district, may sell or deliver gratuitously any intoxicating liquor to any soldier or sailor in uniform.

Any person contravening any provision of this law shall be guilty of an offence and liable, for the first offence, to a fine of not less than fifty dollars, nor more than one hundred dollars, and, in default of payment, to imprisonment for three months; for the second offence, to a fine of not less than one hundred dollars nor more than one hundred and fifty dollars, and in default of payment, to imprisonment for three months; and, for the third offence, or any subsequent offence, to a fine of three hundred dollars, and, in default of payment, to imprisonment for three months; and upon conviction for such third or any subsequent offence, the license may be annulled, and during that year, no similar license shall be granted to the offender, subject, as respects holders of retail liquor shop licenses, to the provisions of article 1077; but, upon conviction for a third offence of any holder of a restaurant license, his license shall forthwith be cancelled.

The Comptroller of Provincial Revenue,
2992 J.-A. BEGIN.

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur J.-A. Gagnon, inspecteur de beurrieres et fromageries, de la paroisse de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Sainte-Croix, avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Croix, dans le comté de Lotbinière.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Public notice is hereby given that under and by virtue of the Act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. J.-A. Gagnon, inspector of butter and cheese factories, of the parish of Sainte-Croix, county of Lotbinière, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Sainte-Croix", with its chief place of business in the municipality of the parish of Sainte-Croix, in the county of Lotbinière.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 12 juin 1917.

Le ministre de l'agriculture
2945 JOS.-ED. CARON.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Paul McMullen, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Félicité, comté de Matane, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole du Grand-Deuxième-de-Sainte-Félicité", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de Sainte-Félicité, dans le comté de Matane.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 12 juin 1917.

Le ministre de l'agriculture,
2943 JOS.-ED. CARON.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Thomas Bergeron, cultivateur, de la paroisse de Saint-Antoine-de-Tilly, comté de Lotbinière, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Antoine", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Saint-Antoine-de-Tilly, dans le comté de Lotbinière.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 11 juin 1917.

Le ministre de l'agriculture,
2947 JOS.-ED. CARON.

The undersigned, Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the 12th June, 1917.

JOS.-ED. CARON,
2946 Minister of Agriculture.

Public notice is hereby given that under and by virtue of the Act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Paul McMullen, farmer, of the parish of Sainte-Félicité, county of Matane, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole du Grand-Deuxième-de-Sainte-Félicité", with its chief place of business in the municipality of Sainte-Félicité, in the county of Matane.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the 12th June, 1917.

JOS.-ED. CARON,
2944 Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that pursuant to the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. Thomas Bergeron, farmer, of the parish of Saint-Antoine-de-Tilly, county of Lotbinière, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Saint-Antoine", with its principal place of business in the parish of Saint-Antoine-de-Tilly, in the county of Lotbinière.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the sale and purchase of live stock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture of the Province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this 11th June, 1917.

JOS.-ED. CARON,
2948 Minister of Agriculture.

Avis

EXTRAIT DES MINUTES D'UNE ASSEMBLEE DU BUREAU DES DIRECTEURS DE LA "MAGDALEN RIVER VALLEY RAILWAY COMPANY", TENUE A QUEBEC, LE 13 JUIN 1917, A 4 HRS P. M.

Règlement No 4 du "Magdalen River Valley Railway".

Attendu qu'il est à propos, dans l'intérêt de la "Magdalen River Valley Railway Company" de changer son bureau chef de la cité de Québec où il se trouve actuellement, et de le transférer à New Carlisle, dans le comté de Bonaventure,

Notices

EXTRACT FROM THE MINUTES OF A MEETING OF THE BOARD OF DIRECTORS OF THE MAGDALEN RIVER VALLEY RAILWAY COMPANY, HELD AT QUEBEC ON THE 13TH DAY OF JUNE, 1917, AT 4 P. M.

By-Law No. 4 of the Magdalen River Valley Railway.

Whereas it is expedient, in the interest of the Magdalen River Valley Railway Company, to change its head office from the city of Québec, where it now is, to New Carlisle, in the county of Bonaventure, province of Québec, and whereas

province de Québec, et attendu que la compagnie est autorisée, par sa charte, à effectuer ce changement de bureau-chef.

Il est par le présent statué, en vertu du présent règlement, que le bureau-chef de la "Magdalen River Valley Railway Company", situé en la cité de Québec, tel que mentionné dans sa charte, sera transféré et établi, pour l'avenir, à New-Carlisle, dans le comté de Bonaventure, et que ladite compagnie fait élection de domicile légal au bureau de l'honorable John-Hall Kelly, avocat, à New-Carlisle, comté de Bonaventure, province de Québec;

Il a été proposé par Monsieur Cotter, secondé par Monsieur Tanguay, que le règlement précité soit adopté suivant sa forme et teneur et que le secrétaire soit autorisé à en transmettre une copie certifiée et scellée au secrétaire de la province, et à publier ce règlement dans la *Gazette Officielle de Québec*. Adopté à l'unanimité.

Certifié extrait et copie conformes au règlement.

Le secrétaire de la "Magdalen River Valley Rly Co.
F. MURPHY.

Québec, 14 juin 1917.

2985

the company is authorized by its charter to change such head office.

It is hereby enacted, by the present by-law, that the head office of the Magdalen River Valley Railway Company, as mentioned in its charter to be in the city of Quebec, shall be removed and exist for future at New Carlisle, in the county of Bonaventure, and the said company elects its legal domicile at the office of Honourable John-Hall Kelly, advocate, New Carlisle, county of Bonaventure, province of Quebec;

It was proposed by Mr. Cotter, seconded by Mr. Tanguay, that the foregoing by-law be passed according to its form and tenor and that the secretary be authorized to send a certified copy thereof under seal to the provincial secretary, and to publish such by-law in the *Quebec Official Gazette*. Carried unanimously.

Certified a true extract and copy of by-law.

F. MURPHY,
Secretary, Magdalen River Valley Rly Co.

Quebec, 14th June, 1917.

2986

Examens—Examinations

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ETUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR ADMISSION TO STUDY OF THE LAW.

Examens du 3 juillet 1917.—Examinations, July 3rd, 1917.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collège College
1.—Allard.....	J.-F.-A.....	19	St-Frs-du-Lac.....	Sém. de Nicolet.
2.—Aubé.....	Philippe.....	20	Maisonneuve.....	Coll. Mont St-Louis, cours Leblond de Brumath.
3.—Barcelo.....	L.-H.-J.....	21	Montréal.....	Coll. Montréal et Coll. Ste-Marie.
4.—Bissonnette.....	B.....	19	".....	Coll. L'Assomption.
5.—Bonin.....	Rosario.....	21	Berthier.....	Sém. de Joliette.
6.—Boyer.....	Auguste.....	23	St-Isidore.....	Coll. Montréal et Coll. Ste-Marie.
7.—Brodeur.....	Paul.....	21	Montréal.....	Coll. Ste-Marie, cours de Boissieu.
8.—Brossard.....	J.-H.-G.....	19	Station Brosseau.....	Coll. Montréal.
9.—Chauvin.....	Jean.....	22	Montréal.....	Coll. L'Assomption.
10.—Cormier.....	J.-C.....	22	".....	Cours de Boissieu.
11.—Crankshaw.....	John-E.....	19	Westmount.....	Westmount High School.
12.—Deguire.....	Pierre.....	24	Montréal.....	Sém. de Joliette, Cours Leblond de Brumath et de Boissieu.
13.—Desjardins.....	Joseph-Arthur.....	21	Ste-Thérèse.....	Coll. Ste-Marie.
14.—Dufresne.....	F.-J.....	20	Montréal.....	Sém. St-Hyacinthe et Coll. Ste-Marie.
15.—Dugas.....	Lucien.....	19	Joliette.....	Sém. de Joliette.
16.—Fauteux.....	J.-F.....	21	Perkins.....	Sém. de Ste-Thérèse.
17.—Fauteux.....	Léandre.....	27	Montréal.....	Coll. Ste-Marie.
18.—Feldstein.....	Joseph.....	20	".....	Commercial and Technical High School et Cours de Boissieu.
19.—Gauthier.....	George.....	20	".....	Coll. Montréal et l'Assomption.
20.—Hébert.....	Chs-P.....	18	".....	Mont St-Louis, Cours de Boissieu.
21.—Holdstock.....	Chs.....	25	".....	Burlington High School, Cours de Boissieu.
22.—Laurion.....	C.-E.....	22	Pointe-aux-Trembles.....	Coll. Joliette et Ste-Marie.
23.—Lepage.....	J.-A.....	26	Montréal.....	Coll. de Lévis et université Laval.
24.—Lewis.....	Sidney.....	16	".....	Montreal High School.
25.—Lighstone.....	R.....	17	".....	Commercial and Technical High School.
26.—Masson.....	Adrien.....	20	".....	Coll. Ste-Marie et Cours de Boissieu.
27.—Masson.....	Léon.....	20	".....	Coll. Ste-Marie et Cours de Boissieu.
28.—Mercure.....	L.-P.....	20	Outremont.....	Coll. Mont St-Louis et Ste-Marie.
29.—Mondor.....	C.-A.....	21	Lanoraie.....	Coll. L'Assomption.
30.—Olivier.....	W.....	19	Berthier.....	Sém. de Joliette.
31.—Panneton.....	Jacques.....	22	Westmount.....	Sém. de Sherbrooke, Cours de Boissieu.
32.—Rieder.....	H.....	19	Montréal.....	Montreal Technical High School.
33.—Salvas.....	Elie.....	19	St-Michel-d'Yamaska.....	Sém. de Nicolet.
34.—Shulman.....	Benjamin.....	25	Montréal.....	McGill University.
35.—Sigler.....	M.-S.....	21	".....	Montreal High School McGill University.
36.—Tellier.....	Maurice.....	20	Joliette.....	Sém. de Joliette.
37.—Perron.....	Jacques.....	17	Montréal.....	L. C. College N. D. Graces, Catholic High School, Shortell's Academy and Private Professors.
38.—Perras.....	Loyola.....	17	Montréal.....	Collège Stanislas à Paris, France, et l'école de l'archevêché à Montréal.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
CHAS-A. HALE,
Secretary of the Bar of Montreal.
2813-14—23-2

Montréal, 2 juin—2nd June, 1917.

Faillite

Province de Québec, district de Montréal.
Cour supérieure. Dans l'affaire de: A.-A. David,
"House of Style", Montréal, failli.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu
d'un jugement de la cour, rendu, ce jour le, 14 juin
1917, j'ai été nommé curateur aux biens dudit
failli.

Les réclamations, dûment assermentées, devront
être produites à mon bureau dans les 30 jours de
cette date.

Le curateur,

GEORGES DUCLOS.

Bureau de Duclos & Duclos,

Liquidateurs.

90 Saint-Jacques,

Montréal, 14 juin 1917.

3003

Province de Québec, district de Montréal.
Cour supérieure. Dans l'affaire de: Isidore
Greenberg, "Vermont Hat Mfg. Co.", 136a
rue Craig-Ouest, Montréal, failli.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu
d'un jugement de la cour supérieure, rendu ce
jour, le 13 juin 1917, j'ai été nommé curateur aux
biens dudit failli.

Les réclamations, dûment assermentées, devront
être produites à mon bureau dans les 30 jours de
cette date.

Le curateur,

GEORGES DUCLOS.

Bureau de Duclos & Duclos,

Liquidateurs,

90 Saint-Jacques,

Montréal, 13 juin 1917.

3005

Province de Québec, district de Montréal.
Cour supérieure. *Re: Cohen & Frères*, mar-
chands, de Montréal, insolubles.

Avis est par les présentes donné que lesdits
insolubles, ont, ce jour, fait un abandon judi-
ciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs cré-
anciers.

Les sub-gardiens provisoires,

CHARTRAND & TURGEON.

55, rue Saint-François-Xavier.

Montréal, 13 juin 1917.

3007

Transfert de minutes

Avis est par le présent donné, conformément
aux dispositions du code du notariat, qu'une
requête a été présentée par M. J.-A.-G. Bélisle,
notaire, de Saint-Eustache, district de Terre-
bonne, par laquelle il demande le transfert, en sa
faveur, des minutes, répertoire et index de M.
Georges-N. Fauteux, notaire, du même endroit,
qui a cessé de pratiquer sa profession, ainsi que
les minutes, répertoire et index de feu les notaires
C.-H. Champagne et Zéphirin Nepveu, dont ledit
Georges-N. Fauteux était le cessionnaire. 2999

Bankruptcy

Province of Quebec, district of Montreal.
Superior Court. In the matter of: A.-A. David
"House of Style", Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that on the 14th of June,
1917, by an order of the Court, I was appointed
curator to the above named estate.

Claims, duly attested, must be filed at my
office within 30 days from this date.

GEORGES DUCLOS,

Curator.

Office of Duclos & Duclos.

Liquidators.

90 Saint James street,

Montreal, 14th June, 1917.

3004

Province of Quebec, district of Montreal.
Superior Court. In the matter of: Isidore
Greenberg, "Vermont Hat Mfg. Co.", 136a
Craig street West, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that the 13th of June,
1917, by an order of the court, I was appointed
curator to the above named estate.

Claims, duly attested, must be filed at my
office within 30 days from this date.

GEORGES DUCLOS,

Curator.

Office of Duclos & Duclos,

Liquidators.

90 Saint James street,

Montreal, 13th June, 1917.

3006

Province of Quebec, district of Montreal.
Superior Court. *Re: Cohen & Frères*, merchants
of Montreal, insolvents.

Notice is hereby given that the said insolvents
have, this day, made a judicial assignment of
all their property for the benefit of their creditors.

CHARTRAND & TURGEON,

Sub-prov.-guardians.

55 Saint-François-Xavier street.

Montreal, 13th June, 1917.

3008

Transfer of the minutes

Notice is hereby given, pursuant to the pro-
visions of the Notarial Code, that application is
made by Mr. J.-A.-G. Belisle, notary, of Saint-
Eustache, district of Terrebonne, for the transfer,
in his favor, of the minutes, repertory and index
of Mr. Georges-N. Fauteux, notary, of the same
place, who has ceased practising his profession, as
well as the minutes, repertory and index of the
late notaries C.-H. Champagne and Zéphirin
Nepveu, which had been transferred to said
Georges-N. Fauteux. 3000

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS. SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES, L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Feuilles volantes, 65c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,
E.-E. CINQ-MARS.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

2695

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address "The Official Gazette", Québec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E.-E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Québec, 4th April, 1914.

2696

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 24.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dame Augé vs Corbeil.....	1431
" Breton vs Gervais.....	1430
" Cullen vs Collen.....	1429
" Désormeaux vs Maillé.....	1431
" Feldman vs Stotland.....	1429
" Fortin vs Dubé.....	1430
" Godin vs Bertrand.....	1430

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—

Dme Emery vs Laframboise.....	1431
-------------------------------	------

ANNONCEURS. avis aux.....	1463
---------------------------	------

ARRETES MINISTERIELS :—

Village de Saint-Benoît.....	1456
Saint-Dominique-de-Jonquières.....	1456

Index of the Quebec Official Gazette, No. 24.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dame Gold vs Sabbath.....	1429
" Guenette vs Leblanc.....	1429
" Jenkin vs Bassin.....	1430
" Richard vs Desruisseaux.....	1430
" Tremblay vs Chabot.....	1429
" St-Martin vs Fortin.....	1430

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :

Dme Presseau vs Blanchette.....	1431
---------------------------------	------

ADVERTISERS, notice to.....	1463
-----------------------------	------

ORDERS IN COUNCIL :—

Village of Saint-Benoît.....	1456
Saint-Dominique-de-Jonquières.....	1456

AVIS:—

J.-Donat Langelier, limitée.....	1437
La Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie.....	1432

NOTICE:—

The Magdalen River Valley Railway Co..	1460
Welland Hotel Company.....	1431

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Municipalité scolaire de—School municipality of Lacolle.....	1423
Municipalité scolaire de—School municipality of Garnier.....	1423
Municipalité scolaire de—School municipality of Saint-Pie-de-Guire paroisse—parish.....	1423
Municipalité scolaire de—School municipality of Saint-Raphaël-d'Aston.....	1423
Municipalité scolaire de—School municipality of Sainte Justine.....	1424

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Municipalité scolaire de—School municipality of Saint-Rémi-de-la-Rivière-Métis.....	1424
Municipalité scolaire de—School municipality of L'Ile Bouchard.....	1425
Municipalité scolaire de—School municipality of Edmonds.....	1425
Municipalité scolaire de—School municipality of Saint-Claude.....	1425

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS:—

Permis de coupe de bois.....	1426
------------------------------	------

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS:—

Permits to cut timber.....	1426
----------------------------	------

DEPARTEMENT DU TRESOR:—

Avis aux porteurs de licences, district de:—	
Montréal.....	1458

TREASURY DEPARTMENT:—

Notice to license holders district of:—	
Quebec.....	1459

EXAMENS:—

Des mesureurs de bois de la province de Québec.....	1527
---	------

EXAMINATIONS:—

Of cullers for the Province of Quebec...	1427
--	------

EXAMENS, section du barreau de:—

Arthabaska.....	1432
Montréal.....	1461
Trois-Rivières.....	1433

EXAMINATIONS, section of the bar of:—

Québec.....	1432
Saint-François—Saint Francis.....	1433
Three Rivers.....	1433

FAILLIS:—

Bolduc.....	1433
Brabant.....	1436
Côté.....	1435
Côté.....	1434
Charpentier & Cie.....	1434
David.....	1462
Fortin.....	1435
Faulkner.....	1435

BANKRUPTCY:—

Greenberg.....	1462
Guertin & Bouchard.....	1433
Martel.....	1435
New-York Steam Laundry Co.....	1435
Routhier.....	1434
Therrien.....	1434
Udow.....	1434

LETTRE PATENTE SUPPLÉMENTAIRE:—

Scottish Canadian Magnesite Co. Ltd....	1423
---	------

SUPPLEMENTARY LETTER PATENT:—

The Art Cloak & Suit Coy Ltd.....	1422
-----------------------------------	------

LETTRES PATENTES:—

Lachine Freeholders, Ltd.....	1456
Merchants, Ltd.....	1420

LETTERS PATENT:—

Quebec Forest Product Company.....	1419
The Universal Reinforced Tire Company	1422

LIQUIDATION:—

Caisse des Familles.....	1436
--------------------------	------

WINDING UP:—

La Cie Gladu & Demers, Limitée.....	1436
-------------------------------------	------

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Grand-Deuxième, de Sainte-Félicité.....	1460
Megantic County Wool Growers.....	1428
Richmond & Drummond Counties Wool & Growers.....	1428

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Saint-Urbain-Premier.....	1428
Saint-Antoine.....	1460
Saint Charles Borromée.....	1427
Sainte-Croix.....	1459

MINUTES DE NOTAIRE TRANSFÉRÉS:—

En faveur de J.-A.-G. Belisle.....	1462
------------------------------------	------

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED:—

In favor of J.-A.-G. Belisle.....	1462
-----------------------------------	------

NOMINATIONS:—

Membre du Conseil législatif:—M. P.-J. Paradis.....	1415
Commissaire d'écoles:—J.-B. Morissette	1455
Commissaire pour recevoir affidavits:....	1415
Percepteur du revenu:—District de:—Ottawa-Est.....	1416
Juge de paix en vertu de l'art. 3361, S.R. Q., 1909.....	1416

ORDRE DE LA COUR:—

Laferté vs Dme Bégin <i>et vir</i>	1437
--	------

PROCLAMATIONS:—

Paroisse de Saint-Cœur-Très-Pur-de-Marie.....	1416
---	------

VENTES PAR LES SHERIFFS:—

ARTHABASKA:—

Landry (Dme) vs Fréchette.....	1438
--------------------------------	------

BEAUHARNOIS:—

McEachran vs Perreault.....	1438
-----------------------------	------

CHICOUTIMI:—

Boily vs Tremblay.....	1439
------------------------	------

KAMOURASKA:—

Thibault vs Tremblay.....	1440
---------------------------	------

MONTREAL:—

Alex. Bremner, Ltd vs Germain.....	1445
Bisson <i>et al</i> vs Payan.....	1448
Cardinal vs Lepage.....	1443
Dagenais vs Betournay <i>et al</i>	1449
Damiens <i>et al</i> , faillis—insolvents.....	1447
Durocher <i>et al</i> <i>èsq</i> vs Doubillet.....	1445
Giroux <i>et al</i> vs Hétu.....	1444
Guy vs Guy.....	1448
Haynes vs Benard.....	1448
Kidd (Dme) vs Korner <i>et al</i>	1451
Larchevêque vs Brunet.....	1443
Les Commissaires d'écoles de la cité de School Commissioners of the city of Westmount vs Bernstein.....	1442

NICOLET:—

La ville de Nicolet vs Gadbois.....	1451
-------------------------------------	------

OTTAWA:—

St-Amour vs Lapierre.....	1452
---------------------------	------

PONTIAC:—

Labine vs Laroche.....	1452
------------------------	------

QUÉBEC:—

Bidégare (Dme) vs Lachance.....	1453
---------------------------------	------

APPOINTMENTS:—

Member of the Legislative Council:—Mr. P.-J. Paradis.....	1415
School commissioner:—J.-B. Morissette	1455
Commissioner to receive affidavits.....	1415
Collector of Revenue:—District of:—Ottawa-Est.....	1416
Justice of the peace in virtue of art. 3361 R.S.Q., 1909.....	1416

ORDER OF THE COURT:—

Tassé vs Dme McDonald.....	1437
----------------------------	------

PROCLAMATIONS:—

Paroisse de Saint-Venant-de-Hereford...	1417
---	------

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Landry (Dme) vs Fréchette.....	1438
--------------------------------	------

BEAUHARNOIS:—

McEachran vs Perreault.....	1438
-----------------------------	------

CHICOUTIMI:—

Dominion Fish & Fruit, Ltd vs Dme Gagnon <i>et al</i>	1439
---	------

KAMOURASKA:—

Tremblay vs Therriault.....	1440
-----------------------------	------

MONTREAL:—

Marot (Dme) vs Dme St-Denis.....	1441
Montreal Abattoirs, Ltd vs Arnovitz.....	1450
McWille vs Tisberson.....	1441
Olivier vs Dépocas.....	1449
Proulx (Dme) vs Connolly.....	1450
Smith <i>et al</i> vs Schmidt.....	1448
The Elite Hat Manufacturing, Ltd vs Tigh	1447
The King Paper Box Coy, Ltd vs Hurtu-	
bise.....	1446
The Trust & Loan Coy of Canada vs	
Courville.....	1446
Vallée (Dme) <i>et al</i> <i>èsq</i> . vs Dlle Whelan....	1444

NICOLET:—

La ville de Nicolet vs Gadbois.....	1451
-------------------------------------	------

OTTAWA:—

St-Amour vs Lapierre.....	1452
---------------------------	------

PONTIAC:—

Labine vs Laroche.....	1452
------------------------	------

QUÉBEC:—

P.-T. Légaré, ltée vs Gignac.....	1453
-----------------------------------	------

SAGUENAY:—

Leblanc & Frère vs Leblond..... 1454

SAINT-FRANÇOIS:—

Chagnon dit Larose vs Coutu..... 1454

SAINT-HYACINTHE:—

Beaulac vs Giguère..... 1454

TROIS-RIVIERES:—

Pauzé vs Beauséjour *et al.*..... 1455

SAGUENAY:—

Leblanc & Frère vs Leblond..... 1454

SAINT-FRANCIS:—

Chagnon dit Larose vs Coutu..... 1454

SAINT-HYACINTHE:—

Beaulac vs Giguère..... 1454

THREE RIVERS:—

Pauzé vs Beauséjour *et al.*..... 1455